

Burkina Faso

Aux confins du désert



Dossier pédagogique
2^{ème} et 3^{ème} degrés du secondaire

Face au succès de «*Découverte du Burkina Faso et de l'île de Paix de Yalogo*», nous pensons utile d'actualiser le contenu de ce dossier consacré au Burkina Faso, le pays des hommes intègres*.

Cet outil a été réalisé par Philippe Dubois, enseignant et auteur d'ouvrages didactiques, et avec le soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGCD). Son objectif est triple. Au-delà de l'acquisition de connaissances sur la géographie physique et humaine d'un pays confronté aux phénomènes d'aridification et de désertification, il doit permettre aux étudiantes de mettre en pratique, à partir de documents authentiques, leur savoir-faire en termes d'analyse cartographique, de construction graphique, de mise à l'épreuve d'hypothèses de travail.

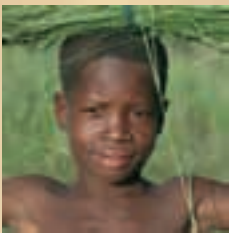
Enfin, et surtout, le but d'Iles de Paix, en proposant ce support aux classes de géographie, est d'éveiller, sans fatalisme ni misérabilisme, la conscience de la jeune génération aux réalités du Sud. Puisse cette prise de conscience déboucher dans leur chef sur un engagement responsable et solidaire.

Par ailleurs, notre équipe d'animation se tient à la disposition des professeurs qui souhaiteraient placer l'étude du présent support pédagogique dans une perspective plus large telle que le projet d'école ou l'activité interdisciplinaire. D'une façon générale pour toute information relative à notre programme d'éducation au développement – prêt gratuit de documents audiovisuels, d'expositions itinérantes, animation de séances de sensibilisation ou d'approfondissement en rapport avec ce dossier –, nous vous invitons à prendre contact avec la cellule éducation au développement par téléphone (085 23 02 54) ou par courrier électronique (edudev@ilesdepaix.org). Enfin, il nous semble important que tout utilisateur apporte sa pierre à l'édifice : vos commentaires et suggestions dont donc vivement souhaités.

L'équipe Iles de Paix vous dit merci d'avance.

** «Burkina Faso» signifie la patrie des hommes intègres en langues locales mooré (burkina signifiant « intègre ») et bamanakan (faso se traduisant par « patrie »). Burkinabè, qui désigne l'habitant (homme ou femme), est en foulfouldé, langue parlée par les Peuls, peuple d'éleveurs nomades également présents dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. » «Burkina Faso.» In Wikipédia, l'encyclopédie libre, 27 octobre 2006*





Enfant du Burkina, tu rêves d'un monde où tu puisses garder ton insouciance, où tu puisses recevoir une nourriture suffisante, en quantité et en qualité...



Adolescent du Burkina, tu veux un monde où tu puisses avoir accès à la modernité...



Maman du Burkina, tu souhaites un monde où tu puisses davantage t'occuper de l'éducation de tes enfants plutôt que de t'user à la tâche pour assurer les lendemains...



Père du Burkina, tu aimerais davantage rester dans ton foyer plutôt que de partir parfois très loin et très longtemps à la recherche de travail...



Grands-parents du Burkina, vos conseils avisés sont étouffés par le chant des sirènes des gouvernements, des instances internationales et des multinationales...

Mais pourquoi donc un tel chaos ?

Pourquoi le Burkina peine-t-il à trouver le chemin d'un monde où chacun puisse améliorer son lendemain ? Pourquoi l'individualisme, l'égoïsme... supplantent-ils les valeurs de solidarité dont dépend l'avènement d'un monde plus juste ?

Cette maquette pédagogique est destinée à te donner des clefs pour comprendre les difficultés de ce pays si attachant et de ses habitants.

Philippe Dubois



DESTINATION BURKINA FASO, « LE PAYS AUX 16 000 ONG »

Le pays aux 16 000 ONG a décidé de faire le tri entre les fausses associations opportunistes et attrape-sous et celles qui contribuent réellement au développement en assurant même parfois des tâches qui incombent à l'État.

« L'arrivée des premières ONG au Burkina remonte aux années 1960. Étrangères et confessionnelles, leur présence s'accroît avec la sécheresse des années 1970. De sept au départ, le Burkina compte aujourd'hui plus de 16 000 ONG et associations, réparties dans tout le pays et engagées dans l'agriculture, l'environnement, la santé, les droits de l'homme, etc.

Leur apport au développement est indiscutable. »

Syfia International, Le Burkina traque les ONG bidon, Inna Guenda, 2005



Situation problème

Pourquoi tant d'ONG sont-elles présentes au Burkina Faso ?

Recherche préliminaire

Qu'est-ce qu'une ONG ?

Recherche d'hypothèses

Donnez des hypothèses qui permettraient de traiter la situation problème



Scènes de ville et de brousse



Chapitre I : zoom sur les représentations de l'Afrique et du Burkina Faso

Compétence à exercer : vous émettre une opinion argumentée à partir d'affirmations sur le sud.



1. Quelles sont vos « images » de l'Afrique ?
2. Le Burkina Faso est un petit pays d'Afrique. Parmi les pays suivants, six sont limitrophes du Burkina Faso. Cochez les réponses qui vous semblent adéquates.

• Soudan	• Burundi	• Angola	• Sénégal
• Rwanda	• Ghana	• Niger	• Togo
• Mali	• Mozambique	• Côte d'Ivoire	• Bénin
• Cameroun	• R. dém. du Congo		
3. Le Burkina Faso est-il, d'après vous, un pays riche ? un pays pauvre ? un pays à revenus intermédiaires ?
4. Justifiez votre choix en fonction de ce que vous savez ou croyez savoir de ce pays et de ses habitants.
5. Selon vous, quand commence la pauvreté ?
6. Quels atouts attribueriez-vous au Burkina Faso sur les plans géographique, hydrologique, agricole, industriel, minier, énergétique ? Quels seraient, au contraire, ses points faibles ?
7. Le Burkina Faso vous semble-t-il appartenir au tiers-monde ? Justifiez votre réponse.
8. Quels sont les critères de classement qui vous permettent de ranger un pays dans cet ensemble ?
9. Le Burkina Faso est un pays sahélien. Qu'entendez-vous par Sahel ?
10. Quelles causes avanceriez-vous pour expliquer la difficulté d'un pays en voie de développement d'émerger du « sous-développement ». Faites référence à des causes naturelles, économiques, sociales, intérieures et extérieures au pays.
11. Voici quelques affirmations couramment utilisées pour parler du sous-développement. Pour chacune d'elles, dites si vous êtes tout à fait d'accord (+++), plutôt d'accord (++), plutôt pas d'accord (-), en désaccord total (- -).
 - a. Les pays développés pillent les ressources des pays en voie de développement.
 - b. Les pays du tiers-monde ne sont pas libres politiquement.
 - c. L'aide apportée par un pays industrialisé est néfaste au développement du pays assisté.
 - d. Cette aide profite surtout au gouvernement assisté et favorise son maintien.
 - e. Le commerce international est défavorable aux pays du sud.
 - f. La famine a pour cause fondamentale de mauvaises conditions naturelles.
 - g. Il faut que le pays rejette toute assistance et se développe par ses propres forces.
 - h. L'aide humanitaire accroît la pauvreté.
 - i. Convertir les cultures d'exportation en culture d'alimentation locale résoudrait le problème de la famine et de la malnutrition.
12. Pour chacune de ces affirmations, justifiez votre choix.
13. Que signifie pour vous « aider réellement » ?
14. Quelles sont les conditions d'une aide véritable ?



Chapitre II : paroles et tranches de vies burkinabés

Compétence à exercer

Vous dresserez un structurogramme mettant en évidence et en relations les difficultés de vie des Burkinabés

1. Extraits choisis

1. « Avant, les grandes familles de 15 à 20 ménages travaillaient ensemble dans un même champ. La culture du coton a créé l'individualisme car elle a introduit l'argent dans le milieu. Il fallait se déta cher du groupe pour faire son propre champ. Comme la main-d'œuvre manque, les jeunes prennent chacun le maximum de femmes pour les aider dans leur exploitation et gagner beaucoup d'argent. »
Source : www.syfia.info, Les femmes, esclaves du coton, S. Outtara, août 1998.
2. « Il y a longtemps que nous n'avons pas vécu ce qui nous arrive cette année. Moi qui vous parle, passée la grande sécheresse d'il y a trente ans, je n'ai plus jamais acheté du mil. Mais depuis le mois de janvier, je suis obligé de le faire comme tous les habitants de ce village. »
Source : www.syfia.info, La grande débrouille alimentaire, B. Kaboré et S. Outtara, octobre 1998
3. « Nous avons compris que la mort de la brousse peut avoir des conséquences dramatiques pour le village. Nous savons aussi que l'homme n'est pas le seul prédateur de la nature, il y a notam ment les animaux. Ils broutent n'importe quelle repousse naturelle et cela entraîne la disparition des arbres et des herbes. »
Source : www.syfia.info, Un village écologique reverdit son terroir, J. Ouedraogo, octobre 1997
4. Sali, une jeune mère dont le bébé tète goulûment le sein manifestement vide : « Nous faisons la cuisine un fois environ tous les trois jours ; et encore quand le chef de famille arrive à trouver du mil ! D'habitude, nous préparons la nuit ; le premier soir tout le monde est tenu d'être présent au moment du repas et tant pis pour les retardataires. Le lendemain et le jour d'après, nous nous inquiétons seulement pour les enfants en bas âge et les très vieilles personnes. Les autres doivent se débrouiller. »
Source : www.syfia.info, La grande débrouille alimentaire, B. Kaboré et S. Outtara, octobre 1998
5. Le préfet de Zabré : « Il n'y a pas de ménage ici qui n'ait un enfant en Italie. Que voulez-vous, il n'y a presque pas de boulot ici. Mais, là-bas, malgré les conditions difficiles, on peut bien gagnersa vie. »
Source : www.syfia.info, Burkina : voir Naples et ...vivre !, Cr. H. Dadjo, novembre 1999.
6. Yéwaya qui part en Côte d'Ivoire pour travailler et gagner de quoi nourrir sa famille : « La saison écoulée, j'étais en forme, il y avait à manger pour la trentaine de membres de la famille. Aujourd'hui, voyez comme je suis efflanqué, j'ai trop de soucis et aucune solution. Comment voulez-vous que je reste ? »
Source : www.syfia.info, Le cercle vicieux de l'exode rural, S. Outtara, février 1998.
7. Être « coxeur » ? Un job qui est tout sauf une sinécure, un travail particulièrement épuisant. Mais que faire lorsque comme Issa, on doit s'occuper de sa femme, de ses deux enfants, de sa vieille mère, qu'on vient d'un petit village perdu dans la savane et que la saison des pluies est terminée depuis belle lurette ? « En fait, je n'avais pas mille possibilités : ou je m'improvisais commerçant au petit marché du village, ce qui n'allait sûrement pas m'enrichir quand on connaît l'habitude des parents de tout payer à crédit, ou je me lançais dans le maraîchage, un créneau déjà saturé, ou encore je filais pour la Côte d'Ivoire, ce que j'ai déjà fait une fois sans beaucoup de bonheur, ou enfin je me contentais, comme beaucoup de mes copains, de flâner de marchés en funéraitilles à me gaver de bière de mil en attendant le retour des travaux champêtres. »



Dans le centre du Burkina Faso, zone d'exode par excellence, les paysans voyagent beaucoup. Cependant, en raison de l'éloignement et de l'éparpillement des villages, et de l'absence de moyens de communication, les transporteurs peinent à faire le plein. Aucun village ne peut à lui seul « fournir » suffisamment de voyageurs. Il faut donc faire du porte à porte pour « dénicher » les voyageurs. C'est le rôle du « coxeur ».

Sources : www.syfia.info, *La saison des « coxeurs »*, B.Kaboré, 1999

8. Des histoires de malades amaigris, couverts de boutons, le corps secoué de violentes quintes de toux... les autogares en bruissent. « Même si je ne suis pas docteur, je suis en mesure d'affirmer que certains de mes passagers ont le sida. Parfois, ils embarquent presque mourants », dit Salfo Ouédraogo, un chauffeur de bus sur l'axe Côte d'Ivoire-Burkina. I.T. n'est pas grabataire, mais tout indique qu'il n'est pas au mieux de sa forme. Les gestes lents, il descend du véhicule, heureux à l'idée de rejoindre son village, dans la région de Yako, au centre du pays. Comme de nombreux migrants avant lui, il est parti très jeune vendre sa force de travail dans les plantations ivoiriennes. La plupart travaillent dans le secteur de l'agriculture. Même si la majorité des célibataires qui émigrent ne tardent pas à se marier, leur mode de vie, leur quasi « virginité informationnelle » sur le sida les exposent plus que d'autres à la maladie. Très au fait de la vie dans les campements, Salfo Ouédraogo témoigne : « Les Burkinabés vivent dans les hameaux de culture qu'ils ne quittent que pour se rendre ponctuellement en ville ». Des sorties mises à profit pour goûter aux délices de la ville, à tous les délices. I.T. hésite à faire le lien entre ces soirées très arrosées et son mal, mais il sait que les prostituées que fréquentent assidûment ses collègues sont parmi la population la plus contaminée.

Sources : www.syfia.info, *Les migrants reviennent mourir au village*, S. Ouattara, 1996

9. Depuis 1998, l'Etat considère le sida comme un problème majeur de santé publique. Avec un taux de prévalence de 7 à 9,8 % selon les études, le Burkina est l'un des pays les plus touchés. Le sida est un fléau au Burkina et beaucoup d'argent est investi pour le combattre. C'est normal, mais la situation sanitaire dans son ensemble est catastrophique. Le sida est presque un épiphénomène : 1 enfant sur 5 meurt avant l'âge de 5 ans, non pas du sida mais de paludisme, à cause de l'absence de Nivaquine. Le sida tue tout le potentiel de développement du pays car il touche une population adulte et active. Le sida est un problème grave mais il ne doit pas masquer les autres. Certaines maladies peuvent être soignées facilement, mais deviennent mortelles par manque de moyens. Toutes les ressources de santé sont actuellement affectées au sida, comme toutes les aides des bailleurs de fonds internationaux, mais les équipements de base, eux, sont totalement négligés. Il y a une « mode sida » qui a pour conséquence de délaisser les autres postes. La parade consiste à utiliser une partie des fonds sida pour remettre en état l'infrastructure générale, rétablir des conditions d'hygiène de base. Par ailleurs, il faut rester vigilant avec les associations qui se montent. Des parasites se greffent sur la lutte contre le sida.
Dr Martin Revillion

Source : www.a360.org, *Le sida au Burkina Faso*, 2005



10. Amidou, paysan burkinabé, habite la région de l'Oudalan, à l'extrême nord du Burkina Faso (voir carte p.12). Cette région est caractéristique du milieu sahélien. Une pluviométrie moyenne annuelle de 350 à 400 mm permet d'y pratiquer, à la fois, une culture extensive de mil et un élevage plus ou moins mobile. « Dans mon pays, l'eau est rare et la saison des pluies est courte. Les pluies sont toujours incertaines. Quand il commence à pleuvoir, il faut se dépêcher de semer le mil. Les champs sont grands et le sol est sableux. On a des outils légers pour semer et sarcler rapidement. En trois mois, le mil est mûr. Mais ici, les bonnes récoltes sont de plus en plus rares. Dans ma famille, on est plus de cinq personnes et le mil ne suffit souvent pas. On va cueillir des plantes sauvages comme le fonio et le bulbe de nénuphar. Pendant la saison des pluies, après le semis, notre campement est éloigné des champs pour que les troupeaux n'y causent pas de dégâts. On revient s'installer après la récolte sur les champs pour qu'ils profitent de la fumure animale. Et puis, c'est là que nous avons nos greniers. Pour cultiver nos champs, mais aussi pour conduire nos troupeaux, il nous faut bien connaître la nature. A chaque moment, il faut être capable de choisir les meilleurs pâturages et les points d'eau, connaître ce qui est bon et ce qui est mauvais pour les animaux, profiter des plantes utiles. Mes ancêtres savaient toutes ces choses, mon père me les a apprises, et je les apprends à mon tour à mes fils. Je suis responsable du troupeau de bovins, et c'est moi qui décide de sa conduite. Nous avons aussi des chèvres et des moutons, qui sont gardés par les enfants. C'est la vente des animaux qui nous permet de gagner de l'argent. Quand notre mil ne suffit pas, il faut en acheter. Et nous avons besoin de bien d'autres choses que nous trouvons sur les marchés. Pendant les années de sécheresse, je suis souvent parti pour chercher du travail loin d'ici, en Côte d'Ivoire. Depuis mon enfance, le vie a changé. Il y a plus de gens, plus d'animaux et on cultive plus de terre. La sécheresse a été dure, beaucoup d'arbres sont morts. Il y a moins d'herbe qu'avant. Mais nous avons aussi appris à nous aider. Dans la région, nous avons créé des groupements de paysans. Nous constituons des stocks de céréales en profitant de bons prix, et nous essayons de nous entendre pour mieux utiliser les pâturages. Notre espoir, finalement, c'est la solidarité. »

Source : <http://museum.agropolis.fr/pages/expos/agriculteurs/amidou.htm> où l'on peut entendre Amidou lui-même.

2. Les débuts de l'intervention d'Iles de Paix à Yamba



Le terroir ou département de Yamba est situé dans la province du Gourma (Est du Burkina Faso).

Il compte un peu moins de 25 000 habitants, qui se répartissent entre 43 villages et hameaux de culture.

La région manque cruellement d'eau, mais elle bénéficiait jusqu'en 1989 d'un lac de barrage autour duquel se développaient des activités agricoles et surtout pastorales. C'est en 1989 précisément que la digue du barrage a rompu, événement qui a gravement compromis toute l'économie de la région. Pendant plus de dix ans, les populations ont tenté à plu-

sieurs reprises de réparer la digue. Mais elles n'ont pu, faute de moyens, restaurer durablement l'ouvrage.

C'est pourquoi elles ont sollicité en 2001 l'appui d'Iles de Paix pour engager une réparation lourde de la digue, opération nécessitant l'intervention de gros engins de chantier et ne pouvant être financée par des communautés paysannes. Une collaboration s'est dès lors nouée entre Iles de Paix et un comité local chargé par les populations de piloter le projet. Ce dernier s'est précisé après consultation de l'ensemble des villages et groupements de producteurs concernés.





Les gens se sont ensuite mobilisés pour contribuer concrètement au chantier. Principalement en collectant en brousse plus de 1 000 m³ de pierres qui allaient servir à tapisser les parois du barrage, afin de les « imperméabiliser ». Les travaux proprement dits se sont déroulés en 2003. Yamba dispose depuis d'une réserve d'eau permanente permettant l'abreuvement d'un très nombreux bétail et assurant en son aval l'irrigation d'espaces maraîchers.

Parallèlement à cette opération barrage, l'Iles de Paix a engagé avec les populations une réflexion portant sur la mise au point d'un programme de développement susceptible de répondre aux principaux problèmes que connaissait la région. Quatre secteurs prioritaires d'intervention ont été choisis par les gens à l'issue de longues consultations : fertilité des sols et qualité des semences, production et conservation du fourrage, activités féminines génératrices de revenus et hydraulique villageoise (accès à l'eau). C'est sur ces quatre grandes problématiques que s'est depuis articulé l'appui d'Iles de Paix au développement du terroir de Yamba.

Pistes de prolongement

- Poursuivez la rencontre des Burkinabés en parcourant une sélection d'articles sur le site www.syfia.info
- Consultez les fiches de renseignements sur les cultures du mil et de sorgho en consultant le site www.cirad.org
- Que pensez-vous de cette vision de l'Europe qu'a un Burkinabé ?



« Le Burkinabé qui ne connaît pas encore l'Europe pense tout d'abord que c'est une société où tout est propre, où les gens ne sont pas obligés de travailler à la main sauf par plaisir, où il n'y a pas de pauvreté ni de mendicité. Des séries, des films et bien d'autres facteurs, comme la publicité par exemple, ont renforcé ces idées-là. Les gens ici pensent aussi que même si tu ne travailles pas, tu touches au chômage, et tu peux aussi vivre de ça. En gros, je dirais que c'est l'idée d'une société qui roule, sans aucun problème. D'un autre côté, ils pensent que tout va bien alors personne n'attend quelque chose de son prochain, ce qui occasionne la solitude, l'irresponsabilité des enfants face à leur vieux père malade que l'on place au « garage » (en parlant de maison de retraite). Ils pensent aussi que les gens en Europe ont tout ce qu'il faut, et maintenant ils veulent ce qui n'existe pas, que des folies. Je citerais l'homosexualité, le mariage homme-homme ou femme-femme, la pédophilie, la criminalité et plein d'autres choses qui choquent et qui s'exportent dans nos sociétés aussi. »
Alfred Ouoba, Fada, octobre 2006



Chapitre III : construction d'une carte d'identité du Burkina Faso

Compétences à exercer

Vous localiserez et situerez le territoire à différentes échelles.

Vous rechercherez, à travers des documents statistiques et des cartes thématiques, des composantes naturelles et humaines qui répondent à la situation-problème.

1. Observations cartographiques



- Sur la situation (voir dans l'atlas et sur les cartes, pages 11 à 16 et dans le chapitre IV 3.)
 1. Situez le Burkina Faso en latitude et longitude.
 2. Où se situe-t-il par rapport au tropique du cancer ?
 3. Le Burkina Faso comporte une zone sahéenne et par conséquent fait partie du Sahel géographique. Où se trouve la zone sahéenne au Burkina Faso ?
 4. En utilisant l'échelle de la page 12, dites quelle distance représente sa plus grande extension d'ouest en est et du nord au sud.
 5. Quels sont les pays frontaliers du Burkina Faso ?
 6. Repérez-vous des frontières naturelles ? Si oui, lesquelles ?
 7. Sa situation est-elle davantage un atout ou un inconvénient ? A quels niveaux ?
- Sur l'orohydrographie (voir page 12)
 8. Quels sont les fleuves qui parcourent le Burkina Faso ? Quels pays traversent-ils ?
 9. Où se jettent-ils ?
 10. Quel est le bassin hydrographique le plus important ?
 11. Quelles régions du pays draine-t-il ce bassin ?
 12. A quel bassin les cours d'eau de l'est du pays se rattachent-ils ?
 13. Quelle particularité les cours d'eau présentent-ils ?
 14. Sur le plan orohydrographique, quelle est la particularité qui se manifeste en d'autres lieux ?
 15. Caractérisez le relief du pays.
 16. Où le point culminant du pays se situe-t-il ?





- Sur l'occupation du pays (voit cartes sous les points 2.1. à 2.6.)
 17. Nommez la capitale et les principales villes du pays.
 18. Analysez les particularités du site et de la situation de la capitale.
 19. Où les autres villes importantes se situent-elles ?
 20. Quelles sont les principales ressources minérales du pays ? Localisez-les.
 21. Quelles sont les productions agricoles de forte production ? Localisez-les.
 22. Caractériser le réseau routier du pays et repérez la principale route du pays.
 23. Comment le réseau de transport ferroviaire se répartit-il dans le pays ?
 24. Quelles grandes villes le chemin de fer dessert-il ?
 25. Caractériser le réseau de transport aérien.

- Sur la population (voir cartes 2.4. et 2.6.)
 26. La superficie du pays est de 274 000 km². La Belgique couvre 30 500 km². La France couvre 552 000 km². Comparez ces trois valeurs.
 27. En 2005, on évalue la population du Burkina Faso à 13,2 millions d'habitants. Le 01/06/2005, la Belgique compte 10 364 388 habitants et la France 60 656 178 habitants. Comparez ces données.
 28. Calculez et comparez les densités moyennes de population de ces trois pays.
 29. A quelle répartition théorique par province la densité moyenne de population répond-elle ?
 30. Cette hypothèse implicite se vérifie-t-elle sur la carte ?
 31. En 1985, le pays comptait 7,96 millions d'habitants. Quel est le taux de croissance démographique du Burkina Faso entre 1985 et 2005 ?
 32. Si ce taux d'accroissement reste constant, en combien d'années l'effectif de la population burkinabé doublerait-il ? Quelle serait la densité moyenne de la population ?
 33. Analysez la structure ethnique de la population. Que pouvez-vous en dire ?
 34. En 2005, la structure de la population par âge et par sexe se présente comme suit pour le Burkina Faso :



Âges	Hommes	Femmes	H. + F.	H. %	F. %	Tot. %
0-4	1 249	1 210	2 459	9,4	9,1	18,6
5-9	1 028	997	2 025	7,8	7,5	15,3
10-14	891	866	1 757	6,7	6,5	13,3
15-19	760	742	1 502	5,7	5,6	11,4
20-24	615	604	1 219	4,6	4,6	9,2
25-29	510	494	1 004	3,9	3,7	7,6
30-34	428	409	837	3,2	3,1	6,3
35-39	298	288	586	2,3	2,2	4,4
40-44	207	218	425	1,6	1,6	3,2
45-49	153	181	334	1,2	1,4	2,5
50-54	115	152	267	0,9	1,1	2
55-59	134	119	253	1	0,9	1,9
60-64	98	99	197	0,7	0,7	1,5
65-69	69	81	150	0,5	0,6	1,1
70-74	48	59	107	0,4	0,4	0,8
75-79	28	38	66	0,2	0,3	0,5
80-84	13	17	30	0,1	0,1	0,2
85-89	4	5	9	0	0	0,1
90-94	1	1	2	0	0	0
95-99	0	0	0	0	0	0
100+	0	0	0	0	0	0
	6 649	6 580	13 229	50,3	49,7	100



35. Construisez la pyramide des âges du pays.
Décrivez cette pyramide?
36. Quelle est, la proportion de population de moins de 20 ans ?
37. Quelle est, la proportion de population de plus de 60 ans ?

Piste de recherche

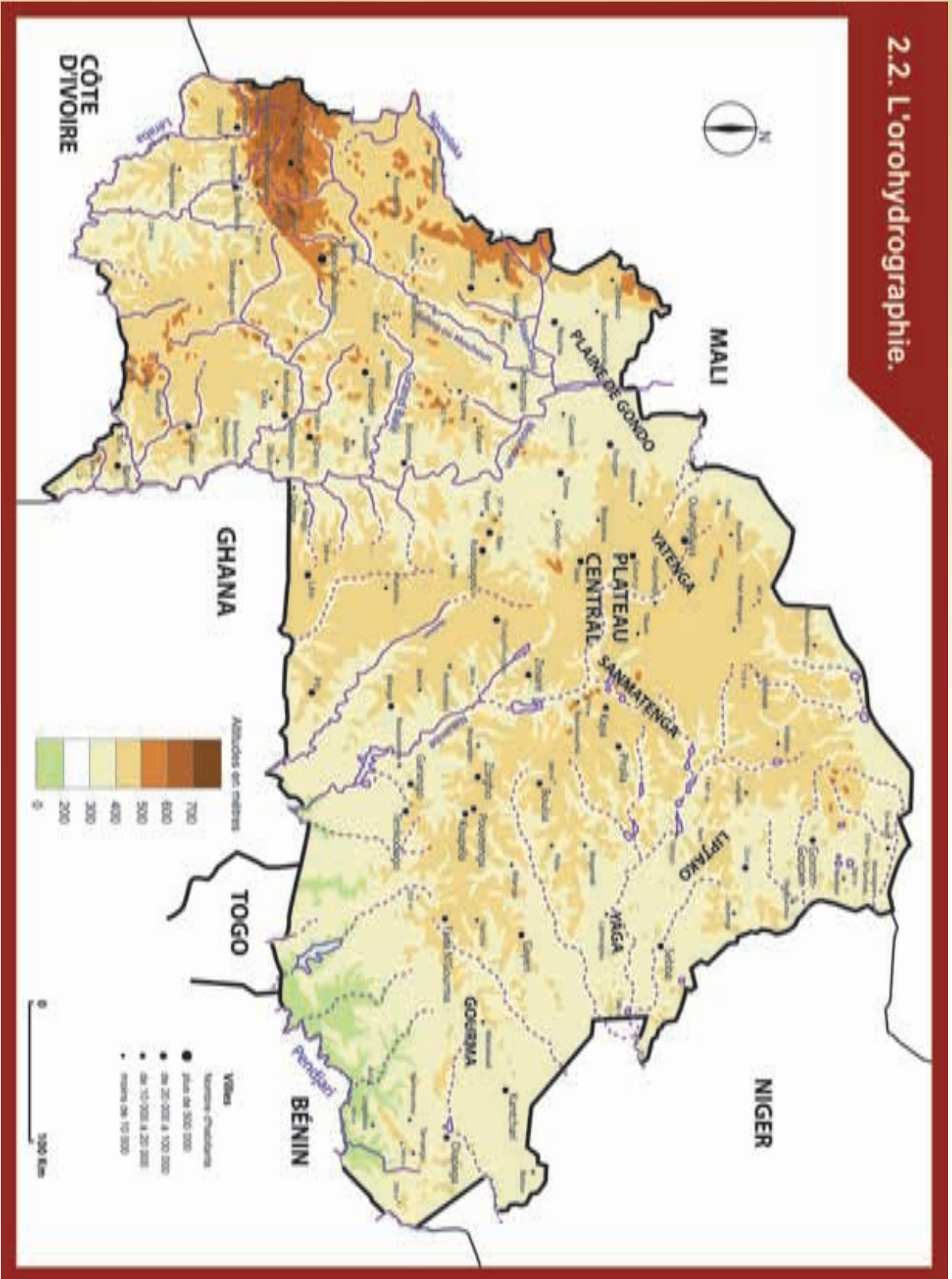
1. Recherchez les statistiques, par âge et par sexe, de la population belge.
2. Construisez la pyramide des âges de la Belgique.
3. Comparez-la à celle du Burkina Faso



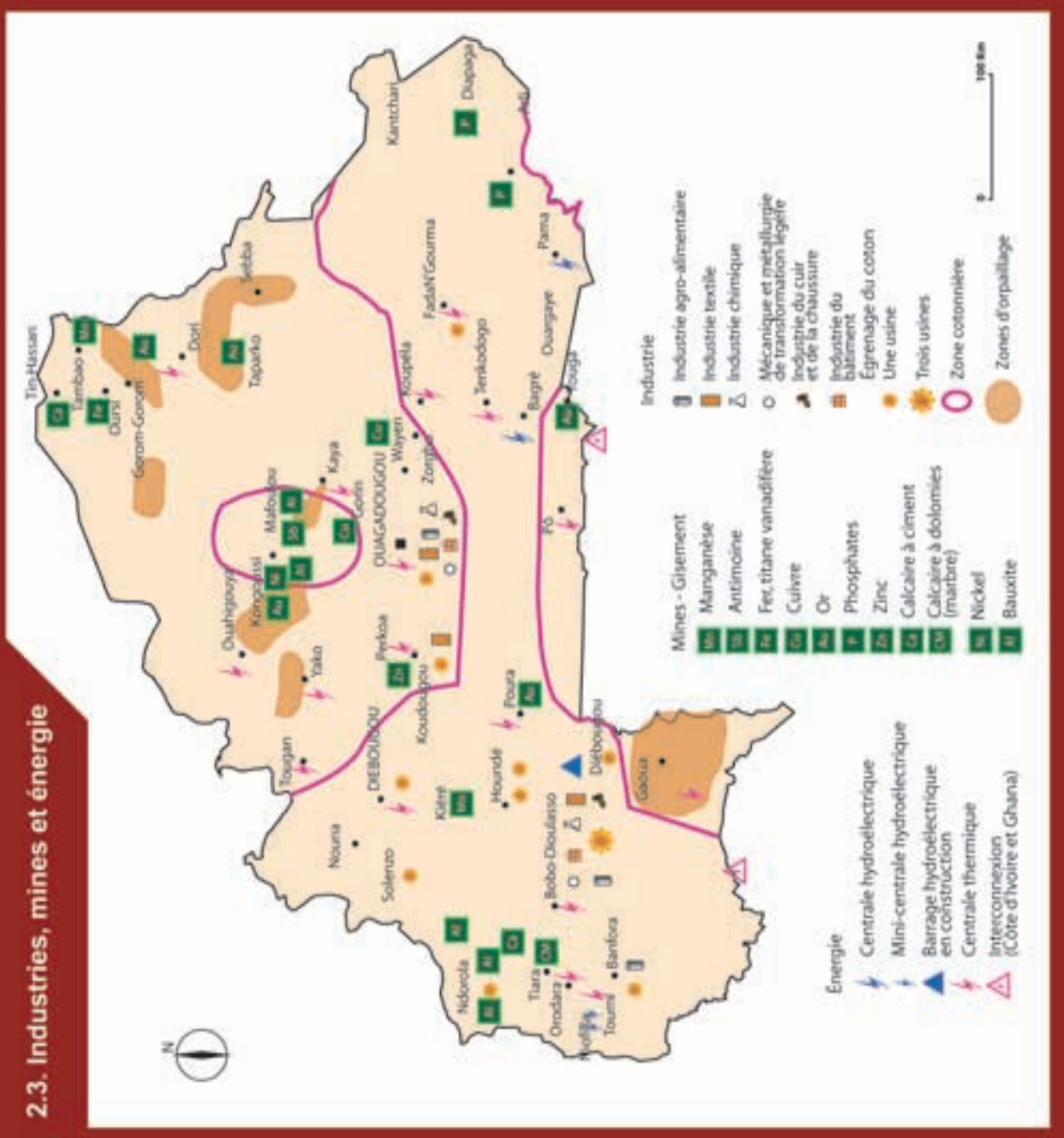
2. Documents cartographiques



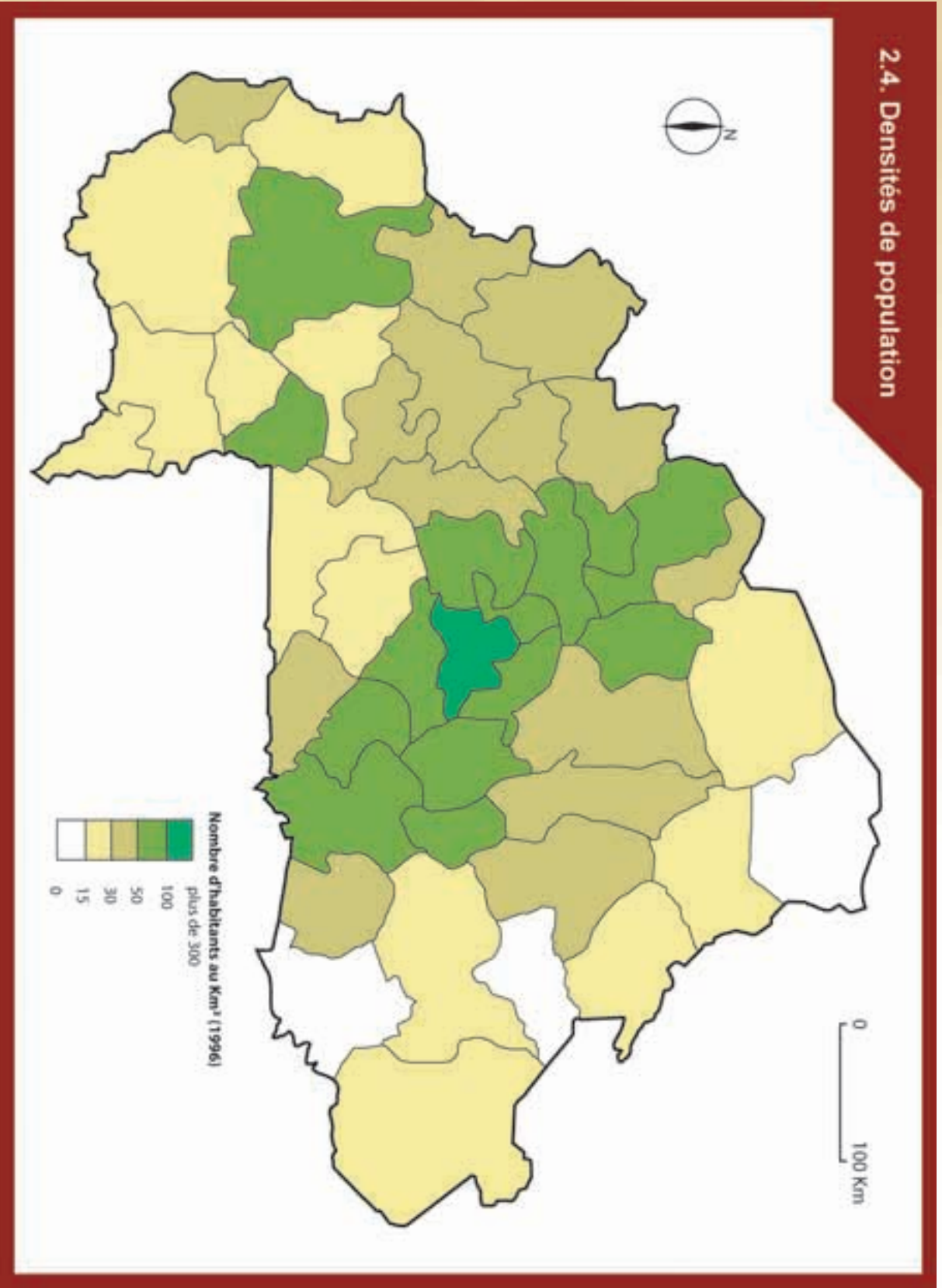
2.2. L'orohydrographie.



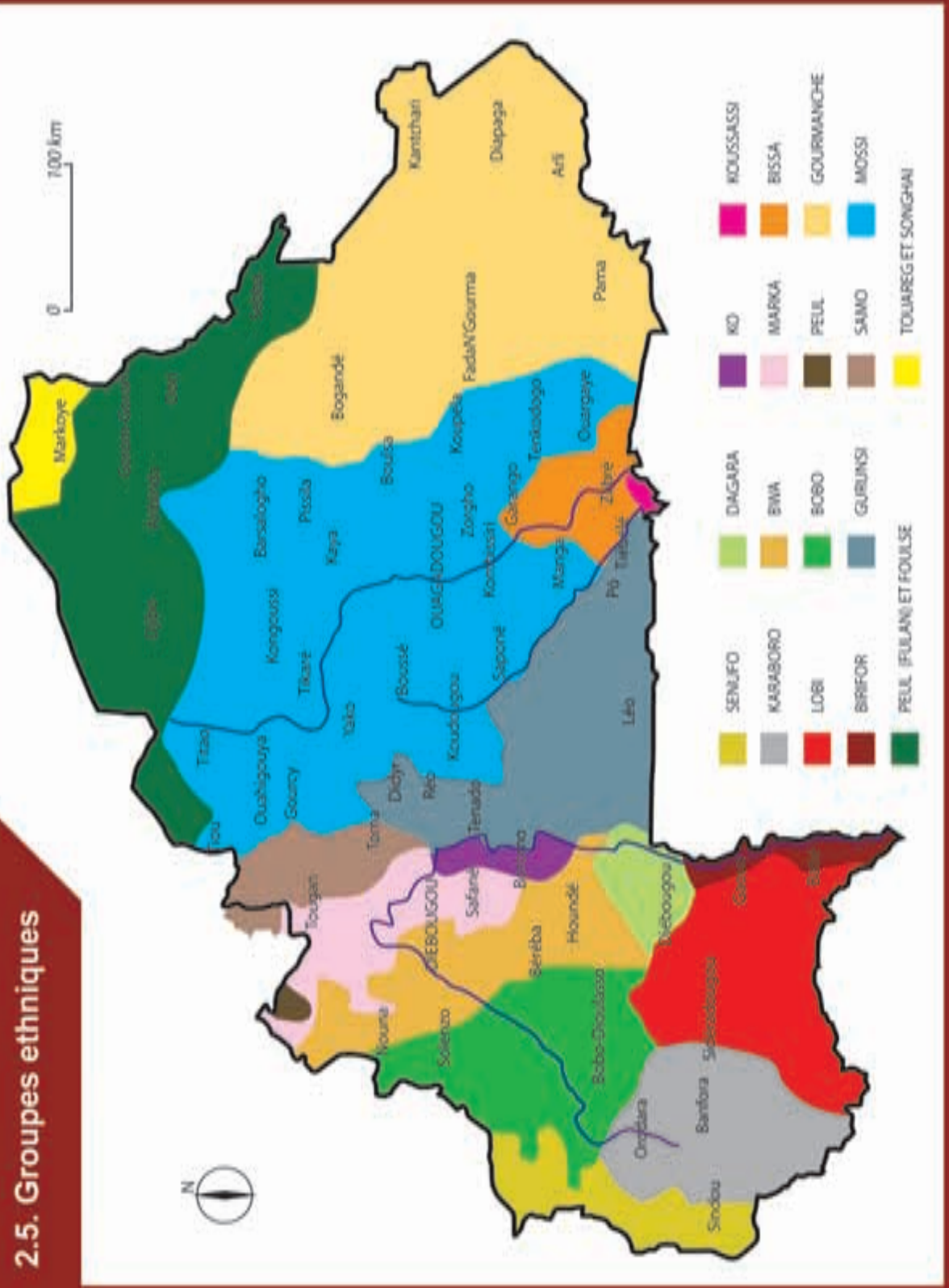
2.3. Industries, mines et énergie

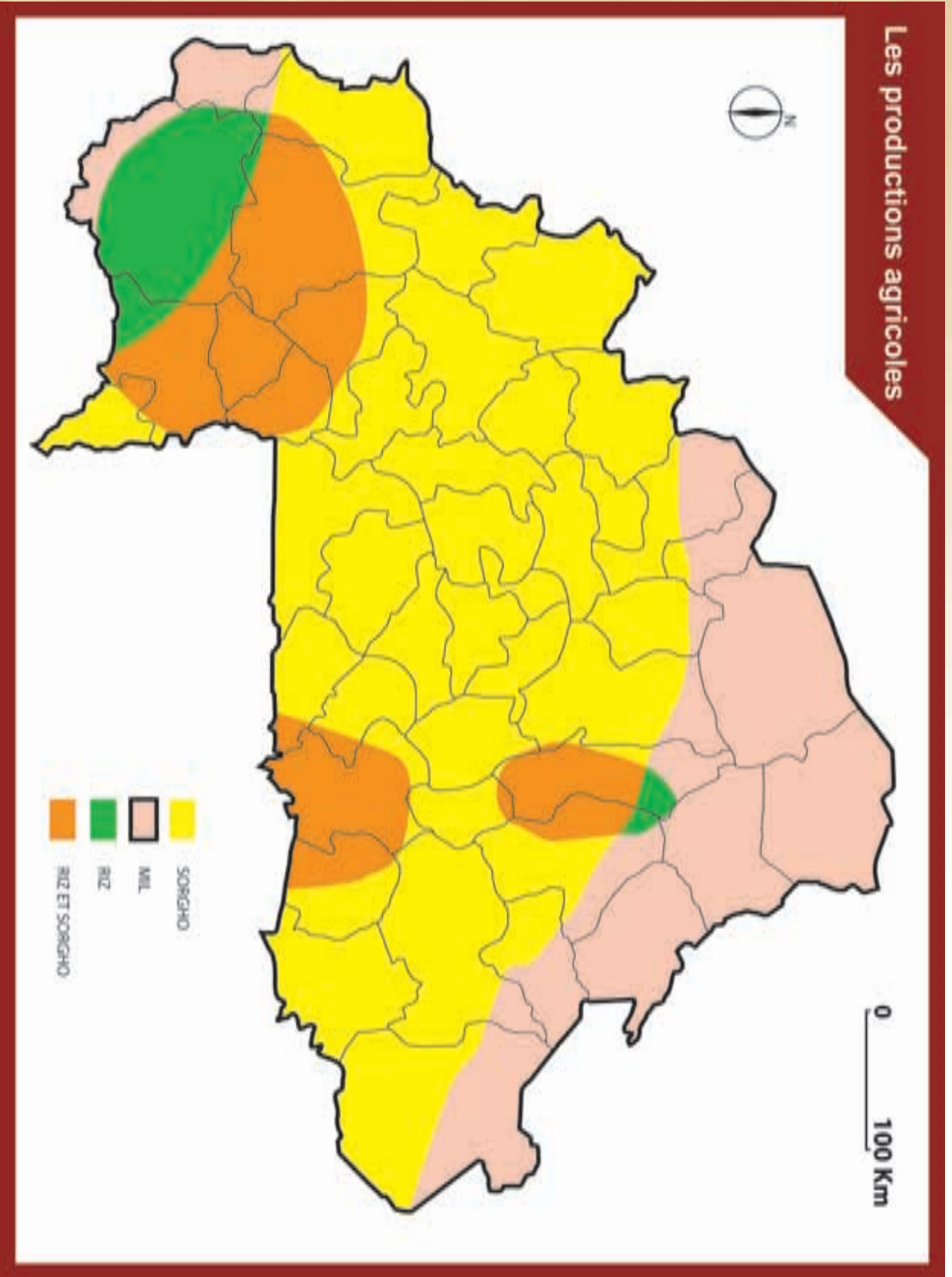


2.4. Densités de population



2.5. Groupes ethniques





Chapitre IV : Climats du Burkina Faso

Compétences à exercer

Vous analyserez des statistiques et des diagrammes ombrothermiques pour aider à répondre à la situation-problème et mieux comprendre les causes des difficultés des Burkinabés.

Vous expliquerez les conséquences de l'activité humaine dans les régions sèches du pays.

1. Stations climatiques au Burkina Faso (précipitations-températures)

Station	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Année	
Gaoua (10,33°N-3,10°W) - 333m	2,6	6	34,9	76,5	140,2	156	213	264,7	227,8	92,1	20,6	5,6	1237	Pmm
	26,5	29,1	30,6	30,2	28,7	26,8	25,6	25,2	25,6	27,3	27,8	26,4	27,5	°C
Bobo-Dioulasso (11,17°N - 4,30°W) - 460m	0,6	3	20,6	44,8	106,5	131,3	217,3	301,3	194,3	66,9	11,6	2,5	1116,6	Pmm
	25,3	27,8	30,1	30,3	28,9	26,9	25,5	24,9	25,4	27,1	27,2	25,5	27,1	°C
Boromo (11,75°N - 2,90°W) - 270m	0,5	1,6	8,6	32,8	89,8	120,4	199,1	271,4	175	46,6	8,2	1,6	957,2	Pmm
	25,4	28,1	30,9	32	30,7	28,3	26,7	25,9	26,3	28,1	27,1	25,4	27,9	°C
Fada N'Gourma (12,03°N - 0,30°E) - 308m	0	1,1	9,8	25,7	76,4	124,8	182	245,9	158,3	29	2	1,2	860,2	Pmm
	25,2	27,6	30,9	32,2	31	28,6	26,5	25,7	26,1	27,9	27	25,2	27,9	°C
Ouagadougou (12,40°N - 1,50°W) - 306m	0,1	1,2	5,1	21,5	75,4	108,5	178	243,3	138,5	33	2,8	0,3	814,7	Pmm
	24,9	27,5	30,7	32,5	31,5	29,2	27,2	26,2	27	29	28	25,3	28,3	°C
Ouahigouya (13,57°N - 2,40°W) - 337m	0,1	0,2	2	11,1	35,5	88,7	166,9	215,1	113,9	27,8	0,9	0,3	664,2	Pmm
	24,1	27	30,4	32,9	33,2	30,9	28,1	27,2	27,8	29,6	27,5	24,6	28,6	°C
Dori (14,03°N - 0,00°E) - 276m	0,6	0,4	1,2	5	22,8	62,3	133,5	177,1	84,6	16,2	0,9	0,1	508,9	Pmm
	23,2	26,1	29,8	33	33,9	32	29,1	27,9	29	30,4	27,4	24	28,8	°C
Abidjan (5,25°N - 90°W) - 7,60m	22	46,6	109,7	142,1	309,2	543,3	238	36,2	74,3	172,2	168,3	85,2	1942,8	Pmm
	26,6	27,5	27,7	27,7	27,2	26	25	24,2	24,8	26	27,1	26,9	26,4	°C

Source : <http://www.worldclimate.com>



2. Analyse des climats

- Repérez chacune des stations météorologiques sur la carte du pays.
- Construisez le diagramme ombrothermique de chacune de ces stations.
- Combien de saisons chaque station du sud au nord comporte-t-elle ?
- Sur quels mois la saison sèche se répartit-elle ?
- Sur quels mois la saison des pluies se répartit-elle ?
- Comparez le volume des précipitations de chaque station en progressant vers le nord du pays.
- A quoi attribuez-vous ces différences ?
- Quelle est l'évolution dans le nombre de mois secs en progressant du sud au nord du Burkina Faso ?
- Calculez l'indice d'aridité (I) du climatologue de Martonne.

$$I = P/(T+10^{\circ})$$

avec P = le total des précipitations annuelles et T = la température moyenne annuelle

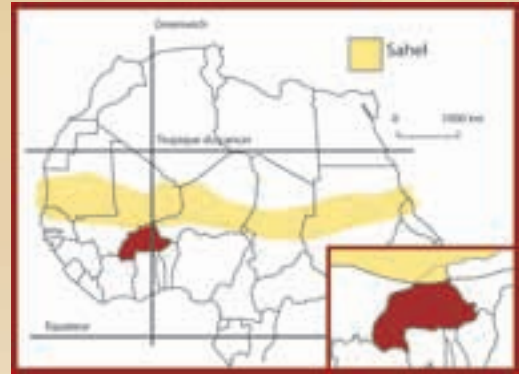
- Si $I < 5$ c'est l'aridité absolue (hyperaridité).
 Si $5 < I < 10$ c'est encore le désert.
 $I < 20$ on est en milieu semi-aride.
 Si $I > 20$ on est hors de l'aridité.



3. Un pays sahélien

Pistes de recherche

- Quelle est l'étymologie du mot « Sahel » ?
- Quels sont les critères climatiques définissant le Sahel ?
- Quelle végétation couvre le Sahel ?



4. Un pays enclavé

Le Burkina Faso est un pays situé au cœur de l'Afrique occidentale.

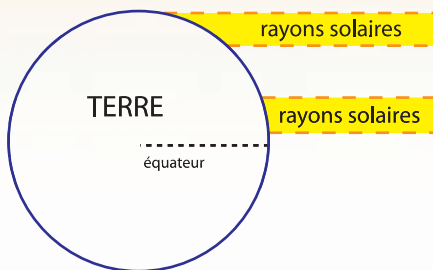
Pistes de réflexion

- Comparez le climat à Ouagadougou avec celui d'Abidjan (Côte d'Ivoire) : 26,4°C en moyenne sur l'année et 1942,8 mm de précipitations. (Données détaillées sur le site : www.worldclimate.com)
- Recherchez des éléments d'explication des différences climatiques en observant la situation d'Abidjan sur un atlas.

5. Eléments d'explication du climat du Burkina Faso

5.1. Des températures élevées tout au long de l'année

Le pays est situé dans la zone intertropicale (entre 9° N et 15° N). Or, la latitude détermine l'inclinaison des rayons solaires.



Pistes de réflexion

- Comparez la surface interceptée par un même faisceau solaire dans les régions de basse et haute latitude.
- Quelle conséquence en tirez-vous ?

L'éloignement de l'océan ne permet pas de profiter d'une modération des températures : par ses propriétés physiques, la terre se réchauffe et se refroidit plus vite que la mer. Le cœur des continents connaît alors des températures supérieures aux régions proches des océans et des écarts thermiques plus accentués.

Piste de recherche

Les différences de température entre la mer et la terre sont dues aux différences de chaleur spécifique. Renseignez-vous à ce sujet.



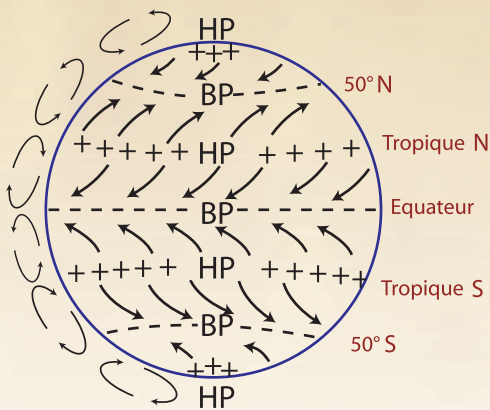
5.2. Un pays peu arrosé

De manière générale, plus on se dirige des régions équatoriales vers les régions tropicales, plus les précipitations sont abondantes. L'explication réside dans la circulation générale de l'air.

Si la terre était recouverte uniformément d'océans, le mouvement général de circulation de l'air donnerait naissance par hémisphère à

- deux zones de haute pression : une zone polaire et une zone tropicale ;
- deux zones de basse pression : la zone équatoriale et la zone tempérée.

En situation d'équinoxe, cela donnerait :

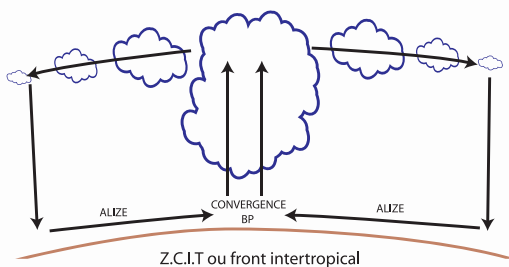


Dans la région équatoriale

- l'air chauffé intensément et rempli de vapeur d'eau est très léger et subit un mouvement ascendant ;
- en surface règne alors un régime permanent de basses pressions ;
- venant du Nord et du Sud de l'équateur, l'air dans sa montée se refroidit et la vapeur d'eau se condense en formant des nuages donnant des pluies dites de convection ;
- en altitude, l'air équatorial devenu froid et lourd diverge vers les tropiques ;
- les nuages se déchargent peu à peu de leur humidité ; les précipitations sont moins denses en direction des tropiques.

Au niveau de tropiques :

- en altitude, l'air équatorial rencontre l'air d'origine tempérée : ils s'obligent mutuellement à se rabattre vers le sol ;
- ce mélange d'air s'échauffe fortement suite à la compression des molécules d'air ;
- les nuages restants se dissipent à cause de l'évaporation ;
- en surface règnent alors des hautes pressions et la sécheresse sévit : c'est le désert.



Tempête de sable

Des hautes pressions tropicales vers les basses pressions équatoriales convergent les alizés. Le front intertropical (F.I.T.) porte aussi le nom de zone de convergence intertropicale (Z.C.I.T.) La position Z.C.I.T. n'est pas fixe au cours de l'année : elle monte vers 10 à 15° N en juillet et redescend vers 5° S en janvier.



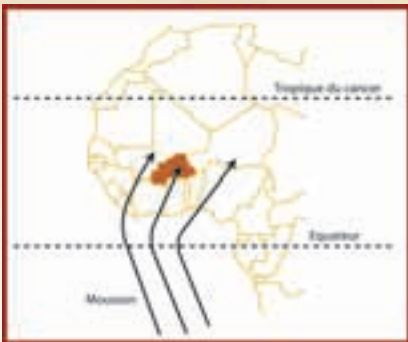
Situation en saison sèche



Pendant la saison sèche, la Z.C.I.T. est loin au Sud du Burkina Faso.

Le pays est alors soumis à la circulation des alizés. L'harmattan, issu de l'anticyclone du Sahara, est très chaud et sec ; il provoque le transport de sable au sol. Ce vent desséchant accentue l'effet des températures qui règnent sur l'ensemble du pays.

Situation en saison humide



Pendant la saison humide, le Z.C.I.T., traverse tout le pays.

Le pays surchauffé est soumis à des basses pressions. L'anticyclone de Sainte-Hélène envoie alors des alizés qui remplacent les vents boréaux.

De direction SE-NO dans l'hémisphère sud, ils dévient vers le NE au passage de l'équateur.

Chargés d'humidité par leur long trajet maritime, on les appelle vents de mousson par analogie à ce qui se passe en Asie.

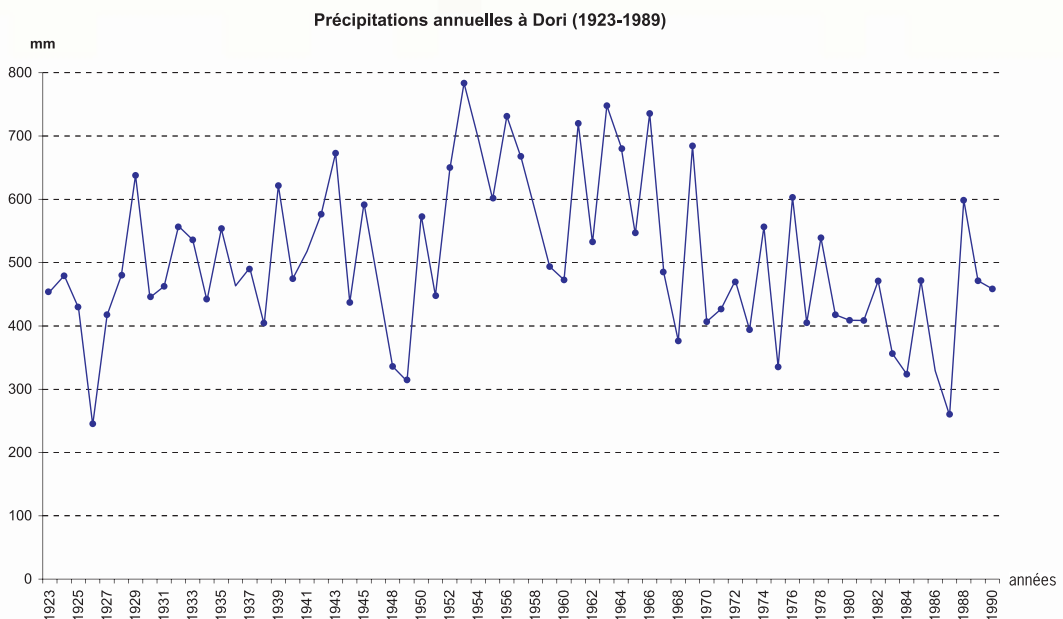
Ils provoquent l'hivernage ou saison des pluies.

Juillet et août sont les mois les plus humides.

6. L'aridité au Burkina Faso

L'aridité désigne la situation résultant du manque d'eau par suite de l'insuffisance des précipitations.

6.1. L'évolution de la quantité de précipitations au Sahel



Pistes de réflexion

1. Précisez la situation de Dori sur la carte orohydrographique de la page 12
2. Caractérissez l'évolution du régime des précipitations à Dori entre 1923 et 1989.
3. Recherchez les périodes de bonne pluviosité.
4. Recherchez les périodes de plus faible pluviosité.

6.2. Les facteurs de l'aridité

Dori est situé dans le Sahel.

Le Sahel est la région naturelle d'Afrique septentrionale comprise entre les isohyètes de 100 et 700 mm de pluviosité annuelle. Elle est large d'environ 600 km et ne reçoit que de faibles pluies d'été. Les régions sahéliennes ont connu des successions de périodes humides et de périodes sèches. Mais, depuis la fin des années 1960, le Sahel connaît des épisodes de sécheresse très dure.

Pistes de recherche

Recherchez les conséquences des crises de sécheresse sur le réseau hydrique, la flore, la faune et les sols.

7. La désertification

Piste de réflexion

Décomposez ce paysage en ensembles discernables par leur affectation :

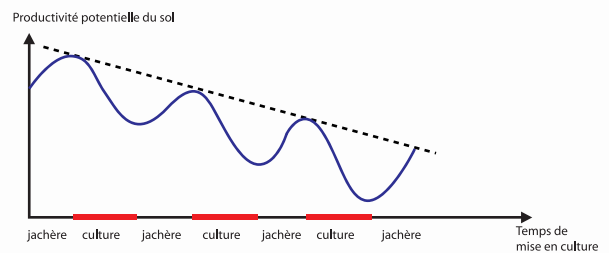
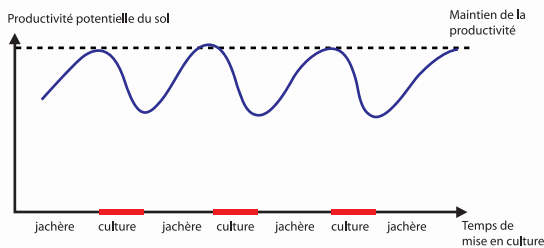
- délimitez ces ensembles : avant-plan, plan moyen, arrière-plan, ligne d'horizon ;
- pour chacun d'eux, définissez les éléments du paysage naturel et les marques de l'activité et de l'occupation humaines ;
- décrivez-en les caractéristiques.



La désertification désigne la dégradation des terres dans les régions sèches dont les précipitations sont inférieures à 700 mm. Elle résulte de l'utilisation mal appropriée du sol par l'homme amplifiée par les mécanismes d'aridification. La pression démographique sur les biotopes naturels ainsi que l'exercice d'activités économiques agricoles (culture et élevage) inappropriées aboutissent à cette dégradation.

7.1. Les facteurs de désertification et leur impact

Les techniques et les savoirs traditionnels qui avaient fait leurs preuves avaient permis aux populations de vivre dignement. Leur abandon est en partie responsable de la situation actuelle.



Avant la désertification

Après le défrichage, le sol était mis en culture puis laissé longtemps en jachère pour permettre la reconstitution du sol.

La fumure du brûlis, tant qu'elle était pratiquée à échelle réduite et de manière traditionnelle, amendait le sol et les terres étaient exploitées sans apport d'engrais ni fumure organique.



Le nomadisme et le semi-nomadisme évitait un épuisement du milieu et préservait le patrimoine pédologique et biologique d'une trop forte pression du bétail.



Le sol couvert de végétaux permettait l'infiltration de l'eau de pluie qui enrichissait le sol et alimentait la nappe phréatique.

Avec la désertification

Avec la forte croissance de la population et l'extension des cultures d'exportation, le temps de jachère s'est raccourci et ne permet plus au sol de se régénérer. Dès lors, les rendements diminuent.

Les apports d'engrais ou de fumure organique sont insuffisants pour redonner au sol sa fertilité. L'effet du feu trop fréquent est néfaste :

- s'il est tardif, c'est-à-dire, en fin de saison sèche, de vastes étendues sont dévastées ; l'herbe sèche est détruite mais aussi la végétation ligneuse ; au contraire, allumés tôt, les feux sont de moindre étendue et laissent au sol encore humide la possibilité de se couvrir d'herbe plus tendre pour le bétail ;
- s'il est suivi de cultures ou de systèmes de culture couvrant peu le sol, comme l'arachide et le coton en zone tropicale sèche ; par contre, bien des combinaisons de cultures traditionnelles couvrent remarquablement le sol ;
- s'il se répète fréquemment sur une même parcelle de culture.

Par la sédentarisation, le terroir est utilisé de manière permanente et soumis au surpâturage du bétail.

- l'espace de pâturage est piétiné de manière excessive ;
- les systèmes racinaires des plantes sont endommagés ;
- les espèces comestibles disparaissent, laissant d'autres espèces non comestibles se développer ;
- le cycle annuel des graminées ne produit plus suffisamment de graines pour équilibrer la surconsommation des herbivores et la pâture disparaît rapidement.

Le sol dénudé est exposé à l'érosion par le ruissellement et par le vent.

- les pluies s'abattent sur les sols et, non retenues, les raclent, les lessivent et creusent des ravines.





les sols en jachère assurent la fertilisation des champs. Par exemple, le *Faidherbia albida* (acacia) dont la feuillaison coïncide avec la saison sèche et qui fournit ainsi, à cette saison, ombrage pour le sol et le bétail.

En outre, les gousses comestibles de cette plante peuvent fournir un appoint alimentaire.

Le bois mort suffisait souvent à couvrir les besoins en énergie de la population.



Le ruissellement emporte avec lui des éléments minéraux, perdus alors pour le sol.

- les latérites se forment et rendent le sol de plus en plus impropre à la culture ;
- le vent agit par déflation, emportant les particules meubles du sol ou amenant du sable du Sahara qui ne trouve plus de barrière végétale pour l'arrêter.

Les difficultés financières du pays et l'appât du gain facile ont stimulé la production de cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières. Elles ont imposé le recours à des moyens mécaniques et chimiques très coûteux ainsi que des grands espaces de culture totalement défrichés. Les cultures d'exportation ont obligé la majorité du bétail à partir en transhumance. La consommation de bois comme matériau de construction (bois d'œuvre) et comme combustible (bois de chauffe) est en corrélation directe avec l'accroissement de l'effectif de la population humaine. D'autre part, par l'évapotranspiration, la végétation joue un rôle modérateur sur les températures. Une disparition de la forêt conduit inévitablement à une hausse des températures qui elle-même accroît l'assèchement et favorise l'action du vent sur les particules arables.

Pistes de réflexion

- Construisez un graphe structuré qui présente les mécanismes de désertification.
- Recherchez des actions contre ces deux fléaux, dans le domaine des ressources naturelles (sylviculture, pédologie, hydrographie, hydrologie, agrologie, géographie physique, etc.) et des ressources humaines (politique, démographie, agronomie, politique énergétique, transport, etc.)
- Le lac de Yamba est situé au fond d'une cuvette. Identifiez trois problèmes majeurs qui se posent si les versants sont déboisés.



Chapitre V : géographie économique à l'échelle du pays

Compétences à exercer

Vous analyserez des statistiques économiques pour aider à répondre à la situation-problème et mieux comprendre les causes des difficultés des Burkinabés.

Vous expliquerez les conséquences des orientations économiques du pays sur la population.

1. Comparaison avec d'autres pays

1.1. Le poids économique du Burkina Faso

	P.N.B. en milliards de dollars en 2004	P.N.B./hab. dollars en 2004
Burkina Faso	4,4	240
Argentine	142,3	3 720
Belgique	322,8	31 030
Brésil	552	3 090
Burundi	0,66	90
Chine	1 678,8	1 290
Colombie	90,6	2 000
Corée du sud	673	13 980
Côte d'Ivoire	13,2	770
Equateur	28,7	2 180
France	1 858,7	30 090
Venezuela	104,9	4 020

Source: BM

1.2. Croissance du PNB et croissance démographique

	Croiss.moy.du P.N.B. en % en 2003	Croiss.démo.moyenne en % en 2003
Burkina Faso	6,5	3
Belgique	1,1	0,18
France	0,5	0,41

Source : www.census.gov

2. Structure du PIB (produit intérieur brut) - Estimations (2001-2004)

	Agriculture (%)	Industries (%)	Services (%)
Burkina Faso	40	19	41
Belgique	1	26	73
Chili	6	38	56
Japon	1	25	74

Source : BM et www.atlas-francophone.refer.org



Pistes de réflexion

1. Comparez le poids du PNB (Produit national brut) du Burkina par rapport à ceux d'autres pays, notamment la Belgique et la France, en utilisant des coefficients multiplicatifs.
2. Comparez le taux de croissance démographique et le taux de croissance du PIB du Burkina Faso à ceux de la Belgique et de la France.
Dans quelle mesure la relation établie peut-elle expliquer les progrès de développement d'un pays ?
3. Comparez les 4 pays pris en exemple en ce qui concerne la structure du PIB.

3. Les partenaires commerciaux du Burkina Faso

Les principaux fournisseurs en 2002

	Importations en 2002	
	Euros	%
France	132 478,2	19,6
Côte d'Ivoire	126 685,1	18,7
Japon	62 656,5	9,3
Allemagne	40 703,9	6
USA	22 105,1	3,3
Togo	19 056,1	2,8
Chine	18 903,7	2,8
Belgique-Luxembourg	18 751,2	2,8
Total (autres inclus)	675 654,04	100

Source : www.europaworld.com

Les principaux clients en 2002

	Exportations en 2002	
	Milliards d'Euros	%
France	81 865,1	19,6
Côte d'Ivoire	16 616,9	18,7
Singapour	9 146,9	9,3
Mali	7 317,6	6
Japon	5 335,7	3,3
Italie	3 506,3	2,8
Royaume-Uni	2 591,6	2,8
Belgique-Luxembourg	2 439,2	2,8
Total (autres inclus)	180 804,5	100

Source : www.europaworld.com



Le poids de quelques clients africains

Exportations en 2002		
	Euros	%
Ghana	3 963,7	2,2
Niger	3 963,7	2,2
Nigeria	1 829,4	1
Bénin	762,2	0,4
Togo	762,2	0,4

Source : www.europaworld.com

Pistes de réflexion

- Construisez deux graphiques dits « histogrammes » (en bâtonnets) à l'aide des statistiques sur les principaux fournisseurs du pays.
- La France a un poids prépondérant dans les relations commerciales du Burkina Faso. Quels effets cette situation peut-elle générer ?
- Calculez le solde entre les exportations et les importations du pays. Conclusion ?

4. Les principaux produits d'exportation du Burkina Faso

Évolution des 3 principaux produits d'exportation en pourcents

Exportations f.o.b	1985	1995	2000	2002
Elevage	10	26,1	21,9	20,9
Coton	19,9	38,8	49,3	54,1
Or	10	10,8	4,2	2,4
Autres	61,1	24,3	24,6	22,6

Source : www.europaworld.com

Pistes de réflexion

- Quels sont les principaux types de biens que le Burkina Faso exporte ?
- La structure des exportations est-elle comparable en Belgique ?
- Comment les parts prises par les trois produits d'exportation principaux évoluent-elles ?
- Calculez le taux de croissance des exportations de coton entre 1985 et 2002.

5. Observations et réflexions sur la structure de l'économie du Burkina Faso

1. L'agriculture et ses perspectives

L'occupation des terres en millions d'hectares

Année	Superficies cultivées
1965	2,2
1980	2,8
1985	3,4
2005	4,4

On peut considérer que la superficie cultivable totale est de 9 millions d'hectares



Irrigation et drainage en 2001

Potentiel d'irrigation	165 000 ha
Superficie totale équipée pour l'irrigation	25 000 ha
En % de la superficie cultivée	0,6%

Source : Aquastat 2005

L'utilisation d'engrais en kg par hectare cultivé

Engrais	Par ha cultivé (2202)	Tracteurs	Par 1000 ha de terre arable (2002)
Burkina Faso	0,41 kg	Burkina Faso	0,5 tracteur
France	215,18 kg	France	68,5 tracteurs

Source : FAO

Source : FAO

Rendement des principales cultures en kg/hectare au Burkina Faso (2004)

Riz	Maïs.f.o.b	Millet	Sorgho	Coton à graines
1 500	1 270	780	970	600

Source : FAO

Le premier producteur mondial : rendements en 2004

Produit	Premier producteur mondial	Kg/ha
Riz	Chine	6 100
Maïs	Etats-Unis	10 070
Mil	Inde	960
Sorgho	Etats-Unis	4 380
Coton à graines	Chine	2 220

Source : FAO



Riz

Mil

Sorgho



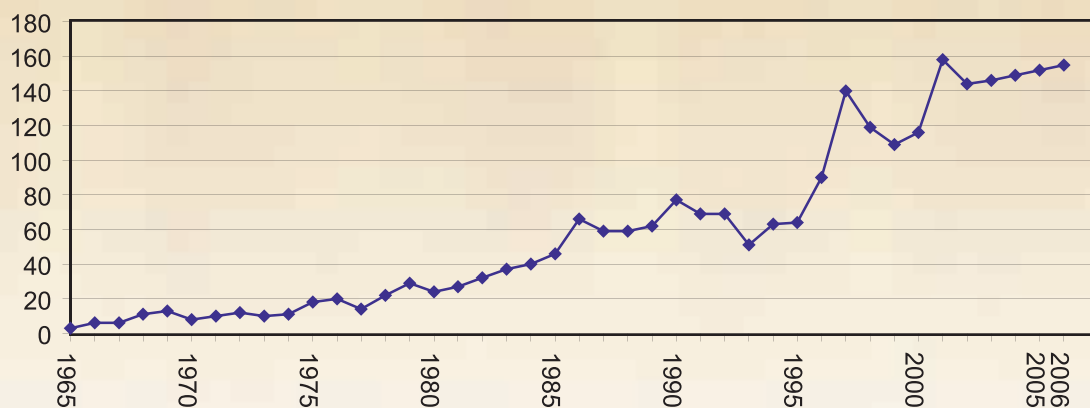
Pistes de réflexion

- Quel est le pourcentage de terres agricoles cultivées au Burkina Faso en 2005 ?
- Calculez le taux de croissance de la surface agricole cultivée entre 1965 et 2005.
- Analysez le pourcentage de terres irriguées.
- Comparez l'utilisation d'engrais au Burkina Faso et en France.
- Comparez l'usage du tracteur au Burkina Faso et en France
- Comparez les rendements agricoles du Burkina Faso par rapport au premier producteur mondial pour chaque culture mentionnée.

2. Le poids économique du coton

La production de fibre de coton au Burkina Faso

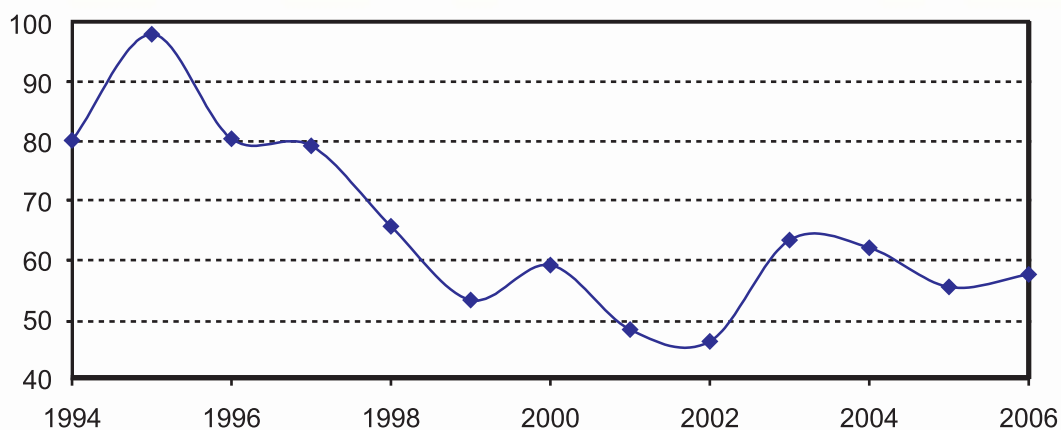
Milliers de tonnes



Source : www.icac.org

Le cours de la fibre de coton (indice A de Cotlook)

US cents/livre



Source : FAO



Superficie dévolue aux principales cultures en km²

Année	Riz	Maïs	Millet	Sorgho	Coton
1965	330,0	1 500,0	8 000,0	9 640,0	497,2
1980	365,9	1 157,5	7 199,5	9 567,1	749,5
2000	401,5	2 414,0	11 385,8	12 252,2	2 091,1
2004	495,1	3 801,3	12 054,3	14 380,6	5 216,3

Source : FAO

Production de fibre de coton en 2006

Rang	Etat	Tonnes	% mondial
	Monde	25 167 000	100
1	Chine	5 987 000	23,79
2	Inde	4 572 000	18,17
3	États-Unis d'Amérique	4 448 000	17,67
4	Pakistan	2 286 000	9,08
5	Ouzbékistan	1 110 000	4,41
13	Burkina Faso	294 000	1,17

www.fas.usda.org

Pistes de réflexion

- Décrivez le graphique évolutif de la production de fibre de coton au Burkina Faso.
- En 2006, quel est le poids de la production de fibre de coton du Burkina Faso dans l'ensemble de la production mondiale ?
- Quels sont les pays qui, du côté de l'offre, pèseront davantage sur la fixation des prix du coton ?
- Calculez le taux de croissance des superficies dévolues aux principales cultures entre 1965 et 2004. Qu'en est-il du coton par rapport aux autres cultures ?
- Quelle est la surface (en pourcents) des principales cultures par rapport à la surface cultivée du pays (environ 4,3 millions d'ha) ?
- Comment le cours de la fibre de coton évolue-t-il entre 1994 et 2006 ?
- Quelle est l'incidence de l'évolution de ce cours sur l'évolution du P.N.B. du pays ?



Champ de coton.



3. Voyage dans les champs de coton du Burkina Faso et de l'Afrique de l'Ouest

Les difficultés du secteur cotonnier.

En Afrique de l'Ouest, la culture du coton s'est considérablement développée après la Seconde Guerre mondiale, sous l'impulsion de la France et des organismes internationaux d'aide (Fonds européen de développement et Banque mondiale notamment).

Le coton représente jusqu'à la moitié des recettes d'exportation du Mali ou du Burkina Faso, plus de trois quarts de celles du Bénin.

L'Afrique de l'Ouest est devenue la deuxième zone exportatrice au monde, derrière les Etats-Unis, mais son coton peine à trouver preneur, ce qui illustre les difficultés de l'Afrique dans la mondialisation.

L'ampleur des subventions (entre trois et quatre milliards par an) que les Etats-Unis allouent à leurs 25 000 producteurs fait que leur coton, vendu en dessous des coûts de production réels, inonde le marché mondial.

La Chine, atelier textile du monde, est incitée à se fournir préférentiellement aux Etats-Unis, son principal débouché. Bien que l'Organisation mondiale du commerce ait, à la suite d'une plainte déposée par le Brésil, déclaré illégales les subventions américaines, celles-ci se poursuivent néanmoins, même si elles prennent de plus en plus une autre forme (aides directes au revenu). En 2005, la flambée des coûts du pétrole aggrave le problème africain en renchérissant le coût des transports et celui des intrants (engrais et pesticides), dont le coton est fortement consommateur.

Les rendements stagnent, alors que ceux du reste du monde s'envolent en raison du recours à l'irrigation et aux variétés génétiquement modifiées. La difficulté du producteur africain à respecter les exigences de qualité requises sur les marchés internationaux le pénalise un peu plus encore : son coton contient trop d'impuretés, des particules de plastique provenant des emballages notamment.

Or le coton africain n'est pas transformé sur place : les filatures et l'industrie textile africaines ne sont pas compétitives face celles de la Chine. Les frontières largement ouvertes des pays africains, autant aux importations officielles qu'à la contrebande, ont ruiné l'artisanat et l'industrie locale. De plus, sous prétexte d'aide humanitaire, le continent est submergé par des vêtements de seconde main, en provenance d'Europe particulièrement : la fripe, ces vêtements d'occasion collectés dans les pays riches, a envahi les marchés, décourageant l'initiative locale.

Source : Sylvie Brunel, Le coton dans la mondialisation, La documentation française, L'Afrique dans la mondialisation, Dossier n°8048, pp.54-55

L'Afrique dans la mondialisation

En Afrique de l'Ouest, 15 à 20 millions de personnes vivent directement ou indirectement du coton. En raison de sa bonne qualité, il constitue l'un des rares secteurs où le continent noir demeure compétitif.

Première anomalie qui affecte le marché du coton, comme d'ailleurs ceux de l'ensemble des produits de base : ce ne sont pas les plus gros producteurs mais les premiers exportateurs qui déterminent les cours mondiaux. La Chine, plus gros producteur de coton, en est aussi le premier consommateur : elle importe plus de 60 % de la production de la zone franc africaine. Deuxième producteur, devant l'Inde et le Pakistan, les Etats-Unis sont, et de loin, les premiers exportateurs, avec 37 % du marché. Les producteurs africains représentent 3,6 % de la production, mais 17 % des exportations mondiales. Pour autant, ce sont les exportations américaines qui définissent les cours mondiaux, et non celles des principaux producteurs.

Deuxième anomalie : la production américaine se trouve artificiellement dopée par l'intervention du gouvernement fédéral, sous forme d'aides directes aux producteurs (3,5 milliards de dollars) et de subventions aux exportations (1,5 milliard de dollars), qui représentent près de 50 % des subventions mondiales au coton. Les aides des Etats-Unis et, dans une moindre mesure, celles de l'Union européenne aux producteurs espagnols et grecs alimentent une surproduction mondiale provoquant une chute des cours.



En 2005, le prix mondial est tombé au-dessous de 55 cents (40 centimes d'euros) la livre. A 65 cents la livre, les producteurs africains ne dégagent déjà plus de bénéfices. Pour le continent noir, les dégâts dépassent le secteur cotonnier. Durant les bonnes années, en effet, les groupements de producteurs réinvestissent les revenus de l'« or blanc » : réfection des pistes, construction d'écoles ou de dispensaires.

Source : Tom Amadou Seck, *Le monde diplomatique*, décembre 2005, pp. 6-7

Les risques d'une plus grande productivité.

Pour Gilles Peltier (le PDG de Dagrif, la multinationale française qui contrôle la Sofitex), la productivité peut être améliorée en Afrique, ce qui ne signifie pas nécessairement produire plus, mais produire à un coût moindre, si possible inférieur au prix de vente. Mais comment faire ? Ibrahim Malloum (à la tête de Cotontchad) estime que « pour les planteurs, c'est difficile. Les prix des engrais augmentent, le rendement diminue. Il vaut mieux encadrer le monde rural, rendre les pièces détachées moins chères, améliorer les conditions de transport. Mais avec quels moyens ? Nos États font ce qu'ils peuvent. Par contre, ajoute-t-il, dans les sociétés de transformation, il doit être possible de réaliser des économies d'échelle et de mieux former le personnel ».

Gilles Peltier évoque, lui, le recours au coton génétiquement modifié et à la mécanisation de la production. Ce qui ne va pas de soi. Ibrahim Malloum : « Les variétés OGM actuelles viennent d'ailleurs, des multinationales, et les producteurs devront les acheter, alors qu'actuellement, ils disposent gratuitement des variétés locales. Il faudrait que nos centres de recherche trouvent comment modifier génétiquement nos variétés locales. On nous dit qu'avec les OGM, l'usage des pesticides va diminuer, mais on en utilise peu en Afrique ».

Et il faut tenir compte des risques : « Chez nous, ajoute-t-il, les parcelles sont réduites, de 1 à 4 hectares, et proches les unes des autres. Le coton OGM risque de contaminer celui qui ne l'est pas. »

L'Afrique subsaharienne compte quelque 2 millions de producteurs de coton. Environ 20 millions de personnes en vivent. S'il faut réduire les coûts de production, « le risque serait que les ajustements se fassent au détriment des producteurs alors que leur revenu se situe à peine au niveau du seuil de pauvreté et est loin de couvrir les besoins », affirme la société Dagrif. En termes moins pudiques, cela signifie que ce sont les plus pauvres qui risquent de payer. « On nous demande d'améliorer notre productivité, c'est bien, conclut Charles Ky (de la Fédération des groupements des producteurs de coton du Nyala, au Burkina Faso) mais avec quels moyens ? Chez nous, le coton donne beaucoup d'emplois. Faut-il remplacer les hommes par des machines ? »

www.syfia.info, *Afrique, la fin de la filière coton ?*, A.Linard, 15/02/2005

Revenus cotonniers et développement socio-économique

L'introduction d'une culture de rente dans un système cultural traditionnel provoque quelques réorganisations des techniques et des logiques de production, et ce d'autant plus que les systèmes de culture caractéristiques des zones de savane sahélo-soudaniennes reposent sur des pratiques rudimentaires peu productives et peu rentables, alors que le coton, fortement dépendant des marchés, est une culture exigeante en travail et en investissement.

L'amélioration du niveau d'équipement des producteurs de coton, ainsi que l'augmentation des surfaces cultivées profitent simultanément aux cultures céréalières. Mil, sorgho et surtout maïs, qui restent produits par l'ensemble des exploitants, bénéficient de la mécanisation agricole et, grâce à la rotation culturale, de l'arrière effet des engrais minéraux. Ainsi, les plus gros producteurs cotonniers du Mouhoun sont aussi les meilleurs producteurs de céréales et la sécurité alimentaire apparaît mieux assurée dans leurs exploitations où les rendements céréalières sont majorés de 20 à 30%.

L'adoption du coton ne modifie pas seulement les systèmes de culture : plus largement, cette culture de rente procure aux exploitants des revenus monétaires qui améliorent leur niveau de vie. D'une part, les producteurs de coton peuvent, sans être obligés de vendre leur bétail ou leurs réserves céréalières, satisfaire les charges familiales ou sociales, prévues ou non, telles que les dépenses de santé, le lourd paiement des cérémonies de mariage ou encore les frais de scolarité des enfants.



D'autre part, les producteurs de coton peuvent investir durablement pour améliorer leur cadre de vie avec, par exemple, la construction d'une maison dite « en dur », faite de blocs de latérite, de parpaings et de tôles, en remplacement des cases traditionnelles de torchis et de branchages. Ils peuvent aussi agrémenter leur mode de vie en acquérant un téléviseur fonctionnant le plus souvent sur une batterie automobile ou encore un moyen de transport, vélo ou exceptionnellement mobylette. Néanmoins, les revenus cotonniers restent aléatoires. La marge après remboursement des intrants accuse une baisse relative et elle fluctue, passant d'un minimum de 45 F CFA/kg de coton-graine³ en 1980-1981 à un maximum de 91 F CFA en 1996-1997. De plus, suite à la collecte du coton dans les villages, les exploitants doivent souvent faire face à des retards de paiement qui perturbent leurs projets.

La culture du coton a, par ailleurs, des conséquences bénéfiques à l'échelle des régions de production où elle a un effet d'entraînement sur d'autres secteurs d'activité comme l'industrie et les transports. Ainsi, elle favorise la réfection des réseaux routiers existants et la création de nouveaux axes, ces infrastructures étant indispensables tant pour l'acheminement du coton entre les villages producteurs et l'usine d'égrenage que pour son exportation hors du pays, en direction des ports d'Abidjan (Côte d'Ivoire), de Tema (Ghana) ou de Lomé (Togo). En outre, en augmentant le pouvoir d'achat des producteurs cotonniers, elle accroît leur consommation de services –commerce, artisanat- et stimule les projets sociaux villageois comme le développement des équipements collectifs tels que les écoles et les dispensaires.

Source : Valérie Hauchart, *Le coton dans le Mouhoun (Burkina Faso), un facteur de modernisation agricole. Perspectives de développement, Agricultures, Volume 15 n°3, mai-juin 2006*



Pistes de réflexion

Sur la base des textes ci-dessus, répondez aux questions suivantes :

1. Quelle est l'importance de la culture du coton pour les pays d'Afrique de l'Ouest ?
2. Quels en sont les avantages ?
3. Quelles en sont les difficultés ?
4. Quelles sont les difficultés de l'industrie textile en Afrique de l'ouest ?
5. Quel serait l'impact sur les producteurs d'une augmentation de la productivité ?
6. Le développement de la « monoculture » du coton nuit-elle inmanquablement à la production vivrière ? Expliquez votre réponse.

³ 1euro=655,96 CFA



4. Le commerce et le traitement de la fripe

Maudite soit la fripe

Par sa nature, son autorité naturelle, le respect qui l'entoure, les légendes qui l'accompagnent, les récits de ses combats altermondialistes et la flamboyance de ses boubous, Aminata Traoré est une reine. Une reine qui se bat.

Auprès d'elle, je m'étonnais de l'absence de toute industrie textile dans ce Mali si gros producteur de fibres. Une usine a besoin d'énergie et le Mali manque d'énergie. Était-ce la seule raison ? En guise de réponse, elle m'a seulement conseillé d'aller sur les marchés.

C'est là que j'ai fait connaissance avec la fripe. Des montagnes de vêtements, déchargés des camions sur la terre battue du sol. Le plus bas du plus bas de la gamme. Et même, pour beaucoup, plus bas encore que le bas puisque les pantalons, les jupes, les robes, les tee-shirts même étaient usagés. Une armée de tailleurs s'en emparaient et, génies de la récupération, leur redonnaient quelque semblant de fausse jeunesse : certains, avec des ciseaux, découpaient des lanières de caoutchouc dans des chambres à air pour remplacer les élastiques des caleçons. J'ai demandé l'origine de la fripe. On m'a ri au nez : « Qui peut savoir ? » En regardant mieux, j'ai vu des pull-overs qui passaient directement des sacs d'organisations humanitaires aux étals des marchands...

Comme l'aide alimentaire qui, concurrençant les paysanneries, porte si souvent en elle les germes des familles futures, le don ruine la production locale. En étrange complicité, l'industrie chinoise s'alliait à la charité du Nord pour détruire dans l'œuf toute velléité de textile malien.

Dans les années 1970, les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre avaient essayé d'attirer des investisseurs pour créer des usines de filature et de tissage. Peu sont venus et presque aucun n'est resté. Outre la fripe (25% du marché), comment résister aux importations sauvages asiatiques qui se moquent des soi-disant barrières douanières ? Et comment lancer une industrie du luxe lorsque les élégantes exigent pour leurs pagnes, au lieu des tissus locaux, le wax hollandais ? Au seul Ghana, on se fait devoir et fierté de « consommer national ». Ailleurs, on se vantera plutôt de l'origine étrangère de ses vêtements.

Source : Erik Orsenna, *Voyage aux pays du coton*, Fayard, 2006

Peut-on prendre la défense de l'industrie du « Second hand clothing » (SHC)?

Les échanges globaux de l'habillement d'occasion (SHC) se chiffrent à plus de 1 milliard de dollars tous les ans. Les défenseurs de l'habillement d'occasion précisent que ce commerce crée de l'emploi dans les pays de réception (transportant, nettoyant, réparant, restyling, etc.). Il fournit également de l'habillement peu coûteux à des personnes vivant dans la pauvreté. En même temps, cependant, ce commerce aurait une incidence négative sur les industries locales de textile et de vêtement dans quelques pays en voie de développement.

Il faut savoir que le commerce de SHC représente une petite proportion de tous les échanges globaux de l'habillement (moins de 0,5 pour cent de la valeur totale), mais pour beaucoup de pays africains subsahariens, c'est un dispositif dominant du marché d'habillement (plus de 30 pour cent de toute la valeur des importations, et beaucoup plus de 50 pour cent en termes de volume). Néanmoins, dans la plupart de ces pays, la part de l'habillement d'occasion diminue en raison de l'augmentation des importations d'Asie.

Le commerce de l'habillement d'occasion offre des avantages clairs pour le consommateur.

C'est particulièrement vrai dans les pays avec un faible pouvoir d'achat, et un grand nombre de pauvres. Le consommateur aime se vêtir en fonction de la mode occidentale plutôt que de revêtir des vêtements traditionnels.



Le commerce soutient des centaines de milliers de vies dans les pays en voie de développement. Ceux-ci incluent des emplois relatifs au commerce, à la distribution, à la réparation, au restyling et au lavage. Les importations de SHC sont susceptibles d'avoir joué un rôle en minant le textile industriel/la production de textile industriel et emploi d'habillement en Afrique occidentale, qui a éprouvé un déclin sérieux dans les années 80 et les années 90. Cependant, de telles importations n'ont pas été la seule cause. De plus en plus les importations bon marché d'Asie concurrencent la production locale, alors que d'autres contraintes supplémentaires minent l'efficacité de l'industrie domestique. Ces contraintes incluent le coût de l'infrastructure incertaine, la disponibilité des matériaux, le manque d'accès au crédit, les qualifications insatisfaisantes de formation et de gestion.

Dans plusieurs pays africains de l'Ouest, il n'est pas sûr que, même en l'absence de SHC, le textile local récupérerait des parts de marché prises par l'Asie. Excepté le Nigeria, l'emploi formel dans le secteur a diminué à des niveaux très bas dans la plupart des pays.

Il est probable que l'industrie de l'habillement d'occasion évite des importations supplémentaires de pays tiers, en particulier d'Asie.

Source : Sally Baden and Catherine Barber, *The impact of the second-hand clothing trade on developing countries*, Oxfam, September 2005

Pistes de réflexion

Sur la base des textes ci-dessus, répondez aux questions suivantes :

1. Quels sont les arguments contre le SHC ?
2. Quels sont les arguments en faveur du SHC ?

5. L'exploitation du sous-sol

Il y a eu plus de 130 permis d'exploration accordés au Burkina Faso. Presque tous ces permis sont liés à l'or. De nombreuses compagnies étrangères d'exploration détiennent un permis d'exploitation. A part l'or, il y a aussi un bon potentiel pour le diamant, le zinc, le cuivre. Une étude de pré-faisabilité sur le gisement de sulfure de zinc-argent de Perkoa a été réalisée. L'exploration du diamant se poursuit.

Pistes de réflexion

- a. Le potentiel minier du Burkina Faso est important. Pourquoi est-il si faiblement exploité ?
A qui profite cette exploitation ?
- b. « Nous ne pouvons pas attirer les investisseurs tant que nous ne pouvons pas leur proposer un potentiel de matières premières intéressantes. Car personne ne viendra investir dans un pays enclavé s'il doit importer les matériaux nécessaires à son activité. Cela renchérit trop des coûts de production qui sont déjà élevés. » Ernest Yonli, premier ministre dans Jeune Afrique/ L'intelligent n°2092 du 13 au 19-02-2001
Quels éléments explicatifs le Premier ministre apporte-t-il pour comprendre la faible exploitation du sous-sol ?



Commerce moderne et traditionnel.





Activités commerciales.

En synthèse, quelques traits essentiels de l'économie du Burkina Faso

- L'économie est monoexportatrice : elle repose sur une, voire deux à trois ressources.

Au Burkina Faso : coton et or. Ainsi, dans un pays en voie de développement, la diversification est faible. Il règne en conséquence une instabilité des recettes d'exportation en fonction des cours des matières premières. Cette situation provoque un P.N.B. très variable au fil des ans et une vulnérabilité financière du pays. Exemple : si le cours du coton chute brutalement, les recettes du pays connaîtront une baisse significative.

- L'économie est extravertie : elle est orientée vers l'extérieur et pas suffisamment tournée vers le marché intérieur. Par exemple, au Burkina Faso, l'importance des exportations de coton et d'or par lesquelles les Burkinabés sont très peu concernés.

- L'économie est duale : deux domaines d'activité économique sont présents : le secteur traditionnel et le secteur moderne, avec très peu de relations entre eux.

Exemples :

- l'agriculture traditionnelle à opposer à l'agriculture pratiquée dans les champs de coton,
- les petits commerces spontanés et les marchés traditionnels à opposer aux formes modernes de commerce de la ville,
- les thérapies traditionnelles à opposer à la médecine moderne.

Piste de recherche

Recherchez à travers le site www.syfia.info des extraits d'articles relatifs au Burkina Faso illustrant ces traits de l'économie.



Chapitre VI : géographie du développement à l'échelle du pays

Compétences à exercer

Vous analyserez des statistiques économiques pour aider à répondre à la situation-problème et mieux comprendre les causes des difficultés des Burkinabés.

Vous expliquerez les conséquences des orientations économiques du pays sur la population.

1. La répartition du revenu national

Année d'enquête	% du revenu national		
	Burkina F. 2003	Belgique 2000	France 1995
1 ^{er} quintile (le plus pauvre)	6,9	8,5	7,2
2 ^e quintile	10,9	13	12,6
3 ^e quintile	14,5	16,3	17,2
4 ^e quintile	20,5	20,8	22,8
5 ^e quintile	47,2	41,4	40,2

Source : BM, 2006

Pistes de réflexion

- Quelle constatation générale pouvez-vous faire sur la répartition du revenu au Burkina Faso ?
- Comparez la répartition au revenu du Burkina Faso avec celles de la Belgique et de la France. Laquelle des structures est-elle la plus inégalitaire ? Et la moins inégalitaire ?

Piste de prolongement

La courbe de Lorenz est une très bonne méthode graphique qui permet de visualiser ces trois répartitions. Construisez le graphique de la courbe de Lorenz et interprétez-le.

2. Le phénomène migratoire au Burkina Faso

2.1. La croissance des deux principales villes du pays.

	1961	1970	1980	1990	2000
Ouagadougou	59,1	115,5	248	613	1 139
Bobo-Dioulasso	51,5	77,4	149	264,6	340

Source : <http://www.library.uu.nl/wesp/populstat/populframe.html>



Ouagadougou, vue d'avion.



Pistes de réflexion

- Calculez le taux de croissance démographique moyen de ces deux villes entre 1961 et 2000.
- Comparez ces résultats au taux de croissance démographique du pays. (chapitre III, 1.31.)

Piste de prolongement

Recherchez de causes susceptibles d'expliquer la croissance de la population urbaine au Burkina Faso.

2.2. Les migrations transfrontalières

- Migration vers les pays limitrophes, comme la Côte d'Ivoire

La migration vers la Côte d'Ivoire.

Au cours des dernières décennies, des millions de Burkinabè et de Maliens en quête d'emploi ont quitté leur pays et se sont installés en Côte d'Ivoire, poumon économique de la région, où ils ont trouvé des emplois dans les plantations de cacao et de café.

« Je suis rentrée au Burkina pour ne plus repartir, mais notre souffrance est totale », a confié à IRIN cette femme de 47 ans, les doigts déformés par les coups assésés par les forces ivoiriennes de sécurité sur la route entre Abidjan, la grande métropole du sud de la Côte d'Ivoire, et Bouaké, seconde ville du pays devenue le fief de la rébellion armée.

Comme la plupart des 700 femmes membres de l'association Teeg-Taaba pour la survie des rapatriées de Côte d'Ivoire, Mariam vit désormais seule avec ses enfants, dans la rue, faute de maison disponible. Son mari, un couturier sans emploi resté à Abidjan, tenterait de la rejoindre, mais les nouvelles sont rares. Au moins, a-t-elle assuré, « il est vivant ».

C'est loin d'être le cas de tous les conjoints de ces femmes démunies, veuves ou dont les maris ont disparu, selon Sabine Nana, une femme d'une trentaine d'années qui tente, depuis août 2003, de « sortir ses soeurs de la misère » dans laquelle la guerre civile ivoirienne les a plongées.

« Ces femmes ont été agressées, sévèrement frappées, certaines ont été violées au cours du voyage pour finir rejetées par les villages de leurs maris, auprès desquels elles étaient venues trouver refuge. Des hommes qui avaient tout perdu se sont suicidés en arrivant », a expliqué Mme Nana qui a, comme beaucoup d'autres, perdu tous ses biens dès les premières heures de la guerre.

Le professeur Ouédraogo s'est également dit déçu du peu de réactions concrètes des autorités et de la classe politique vis-à-vis de ces populations en souffrance.

« Nous pensons qu'il y aurait plus de considération vis-à-vis des populations qui avaient tout perdu, un peu plus de cœur », a avoué le professeur Ouédraogo. « Mais ils ont été considérés comme des coupables, d'être revenus et sans rien. Il est difficile d'être solidaires dans la misère. »

Source : www.irinnews.org, octobre 2006.



Pistes de réflexion

- Des raisons poussent les jeunes burkinabés à partir travailler en Côte d'Ivoire. Recherchez-les et classez-les suivant qu'elles sont d'ordre climatique, social, économique, historique.
- Quelles sont les difficultés que rencontre un migrant à son retour au Burkina ?

- Migration vers les pays riches

La migration, une affaire de femmes

Les femmes ne migrent plus pour suivre leurs maris, mais de leur propre initiative, et au bénéfice tant des pays de départ que des pays d'accueil. C'est ce que souligne, à contre-courant de bien des idées reçues, le rapport annuel 2006 des Nations unies sur l'état de la population mondiale, à la veille d'une assemblée de l'ONU sur le sujet.

En 2005, 191 millions de personnes vivaient en dehors de leur pays d'origine. Un nombre, «plus élevé que jamais dans l'Histoire.», indique le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) dans son rapport 2006, publié ce 6 septembre. Fait nouveau : les femmes représentent désormais près de la moitié de ces migrants. Vers les pays industrialisés, elles représentent désormais de 50 à 55 % de ceux qui tentent leur chance.

Pistes de réflexion

Recherchez des moyens d'endiguer cet exode massif.

La migration des femmes n'est pas seulement devenue plus vaste, elle a aussi changé de nature, précise le Fnuap. Alors que traditionnellement les femmes migraient pour se marier, rejoindre leur famille ou parce qu'elles étaient prises dans des réseaux de prostitution, «les dernières décennies ont vu augmenter le nombre de femmes, mariées ou célibataires, qui émigrent seules ou en compagnie d'autres femmes ou d'autres migrants extérieurs à leur cercle familial.» Elles représentent en moyenne 47 % des migrants africains, mais jusqu'à 85 % des Cap-Verdiennes qui se rendent en Italie. Tous ne vont pas dans les pays industrialisés : un pays africain, la Côte d'Ivoire, figure parmi les 20 pays au monde qui comptent le plus grand nombre de migrants internationaux : environ 3 millions. Contrairement à une idée reçue, ceux qui partent ne sont pas les moins favorisés mais ceux qui «ont en général reçu une meilleure éducation (...), possèdent une instruction secondaire ou supérieure», et disposent d'informations sur les pays de destination, ainsi que de fonds pour payer le passage. Dès lors, précise le rapport, le pays de départ, qui a investi dans l'éducation de ces émigrés, «perd à la fois les compétences du migrant et son investissement initial.»

Une perte d'autant plus lourde quand il s'agit d'universitaires attirés pour leurs compétences dans des pays étrangers. Ainsi, relève le Fnuap, on trouve plus de médecins originaires du Malawi dans la ville anglaise de Manchester que dans tout le Malawi.

Moins riches, plus généreuses

Même à qualification égale, les femmes qui migrent affrontent plus d'obstacles. Elles aboutissent généralement dans les «occupations traditionnellement 'féminines' – comme le service domestique, le secteur des services et l'industrie du sexe – emplois fréquemment instables et caractérisés par de bas salaires». Alors que le sentiment xénophobe est présent dans nombre de pays industrialisés, le Fnuap constate que «les avantages de la migration [féminine] se font sentir de part et d'autre. (...) Pour les pays d'origine et d'accueil, la contribution des femmes migrantes peut littéralement transformer la qualité de la vie.»



Dans les pays de destination, elles permettent de répondre à des besoins en main-d'œuvre, notamment dans le secteur de la santé, confronté à une pénurie d'infirmières, tandis que dans les pays de départ, elles fournissent des moyens de subsistance à leurs familles. Le transfert de fonds par les migrants à leurs familles constitue désormais une source de devises parfois plus importante que l'exportation de matières premières ou l'aide au développement.

Paradoxalement, le rapport du Fnuap relève que, bien que moins payées en moyenne, les femmes immigrées «envoient une plus forte proportion de leurs gains – cela de manière régulière et constante.» L'Afrique est cependant le continent qui reçoit proportionnellement le moins : 8 % environ de son revenu provient des rapatriements de salaires, probablement parce qu'un grand nombre de migrants africains se trouvent dans d'autres pays du continent, où ils ne gagnent pas grand-chose. L'Afrique sub-saharienne ne reçoit que 1,5 % du total mondial de ces rapatriements, alors qu'elle fournit 9 % des migrants internationaux dans le monde.

Source : *www.syfia.com, La migration, une affaire de femmes, A. Linard, octobre 2006*

Pistes de réflexion

- Quelle est la «condition» des femmes migrantes dans leur pays de destination ?
- Quelle est la «condition» de ces femmes dans leur pays d'origine ?
- Quel est le profil le plus fréquent de l'immigrant ?
- Quels effets pervers cette migration entraîne-t-elle dans le pays de départ ?

3. La pauvreté au Burkina Faso

3.1. Les revenus des ménages et le niveau de vie

Population ayant moins de 1 dollar par jour : 27,2% en 2003
 Population ayant moins de 2 dollars par jour : 71,8% en 2003
 IDH = 0,317 (année 2005) (Belgique : IDH=0,945)

Le travail ou la quête de l'argent

Les groupes ruraux affirment : le manque d'argent est un gouffre dont il est difficile de sortir. Celui qui travaille peut avoir de l'argent et acheter ce qu'il veut. Pour les citadins : travail est égal à argent. Si l'on parle de travail, c'est relatif à l'argent. Le bien-être, c'est d'avoir du travail rémunérateur qui te permette de satisfaire tes besoins.

Source : P.N.U.D., enquêtes participatives en milieux urbain et rural, Rapport sur le développement durable - Burkina Faso 1998

3.2. Des caractéristiques démographiques

Taux de natalité (2006) : 44‰
 Taux de mortalité (2006) : 19‰
 Espérance de vie à la naissance (2006) : hommes 48 ans - femmes 49 ans
 Probabilité à la naissance de ne pas survivre jusqu'à 40 ans (2000-2005) : 38,9% (PNUD)

La dépendance selon les populations

Ce qui aggrave la pauvreté ici en Afrique, c'est quand une personne travaille pour nourrir 20 personnes. Tu travailles, tu gagnes 1500 Fcfa par jour, tu veux épargner 500 Fcfa par jour, mais tes neveux sont là, donc tout ce que tu épargnes sera utilisé pour la nourriture. Tu ne peux jamais t'en sortir jusqu'à la fin du monde... Pour les gens les produits de la culture ne suffisent pas. Tu as beau cultiver, les gens qui doivent manger excèdent ce qu'il y a à manger.

Source : P.N.U.D., Enquêtes en milieux urbain et rural, Rapport sur le développement durable - Burkina Faso 1998



3.3. Les conditions sociales de vie

• L'état nutritionnel

- Disponibilités alimentaires caloriques (2003) : 2 516 kcal/j/pers
Norme de la FAO : 2 400 kcal/j/pers
- Personnes souffrant de malnutrition (2000-2002) : 19%
- Insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans (1995-2003) : 27%
- Insuffisance pondérale néonatale (1998-2003) : 19%
- Enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance (1995-2003) : 37%
- Population privée d'accès à un point d'eau aménagé (2002) : 43%

Part des composantes du régime alimentaire dans la consommation énergétique totale (2000-2002) en %

	Céréales	Huiles végétales	Sucre et édulcorants	Millet	Racines et tubercules	Lait, œufs, poisson	Fruits, légumes	Graisses animales	Légumes secs	Autres
Burkina	74,0	5,0	1,7	2,4	0,7	1,9	0,8	0,4	1,9	11,2
Belgique	21,6	14,9	14,4	8,5	4,6	10,7	5,5	11,5	0,6	7,7

Source : FAO

Consommation des 10 principaux produits alimentaires d'origine végétale (2000-2002) (kcal/jour/personne)

	Riz	Blé	Sucre	Maïs	Huile de soja	P.d.t.	Huile de palme	Sorgho	Huile (colza et moutarde)
Burkina	132	3	5	41	359	6	31	656	-
Belgique	41	711	14,4	15	112	163	52	-	113

Source : FAO

La couverture médicale

Au Burkina Faso

- 4 médecins pour 100 000 habitants (1990-2004);¹

En Belgique : 418 médecins pour 100 000 habitants (1990-2004)

- Proportion d'accouchements assistés par du personnel médical (1995-2003)

Au Burkina : 31% (En Belgique : 100%)

L'éducation et l'accès aux médias

- Population alphabétisée (2003) : 12,8%
- Nombre de téléviseurs en 2000-2003 : 12 pour mille habitants (source : U.I.T.)
- Taux de pénétration d'Internet pour la population en juin 2005 : 0,4% (source : I.W.S.)
- Taux d'équipement en téléphone en 2004 (lignes téléphoniques et abonnés au téléphone portable) : 3,6% (source : U.I.T.)

¹ norme de l'OMS : 10 pour 100 000



- La pauvreté et le logement

La pauvreté se sent par la façon de construire et d'entretenir sa maison. Si tu rentres dans une cour qui est bien construite, qui n'est pas sale et où chaque chose est à sa place, il est évident que tu ne vas pas dire que c'est une cour de pauvre. Le pauvre n'a pas le temps de prendre soin de sa propriété. La nuit tout est noir. Non seulement la maison est en banco, mais l'eau de pluie coule dans la maison parce qu'il n'y a pas de bon toit. On ne peut même pas dormir. On reste éveillé jusqu'à la fin de la pluie de peur que la maison s'écroule...

Source : P.N.U.D., *Enquêtes participatives en milieux urbain et rural, Rapport sur le développement durable - Burkina Faso 1998*

Piste de réflexion

Qu'est ce qu'un pauvre ? Selon le dictionnaire, il s'agit d'une personne qui n'a pas suffisamment d'argent pour subvenir à ses besoins. A la lumière des données et des textes proposés dans ce chapitre, construisez une définition moins restrictive qui tient compte des réalités du Burkina Faso.

Chapitre VII : le poids de l'histoire et le choix du développement

1. La théorie historique du sous-développement

Elle soutient que le sous-développement apparaît comme un déséquilibre général de la société actuelle par rapport à un état précédent.

« ... depuis un siècle au moins, l'homme compromet les fondements indispensables à l'existence au Sahel. La colonisation a détruit les populations existantes et violé les mœurs traditionnelles pour consolider son pouvoir le plus économiquement possible en exploitant des colonies (ni partout, ni en même temps et ni uniformément) ; elle a aussi entraîné les structures traditionnelles sociales et économiques dans le tourbillon du changement.

Puisque les colonies devaient principalement prélever des produits finis et livrer des matières premières, le développement de l'artisanat traditionnel ou de l'industrialisation, orienté vers les besoins indigènes, ne put être réalisé. L'agriculture traditionnelle — relativement improductive mais protégeant les ressources — n'était d'aucun intérêt pour les colons : elle fut donc écartée et devint un élément secondaire pour l'économie. Il en résulta une capacité d'autosuffisance toujours plus réduite. C'est en partie avec le colonialisme qu'est née l'exploitation à outrance des ressources naturelles. L'introduction de l'impôt par tête, imposé par l'administration coloniale, obligea les hommes à travailler pour un salaire et à participer à l'économie pécuniaire, donc à réaliser une production orientée au marché.

Ceci porta préjudice à la production pour la consommation privée. Les plantations fleurissaient grâce à une main-d'œuvre bon marché, les bénéfices étaient destinés à une petite minorité étrangère et affluaient en grande partie vers les métropoles. Même plus tard, lorsque les colons furent remplacés par des élites indigènes, les modèles de pensée et de comportement restèrent pratiquement les mêmes ; seule la rhétorique changea. La séparation entre secteur moderne et secteur traditionnel demeura, les liens entre les deux groupes étant presque inexistantes.



À cause de l'extension de la production pour l'exportation vers l'Europe, de la forte croissance démographique et de la délimitation des frontières imposée par la domination coloniale, les nomades eurent toujours plus de peine à trouver des prairies pour leurs troupeaux. Les nouvelles frontières les empêchaient de se déplacer vers le sud ou vers le nord en suivant traditionnellement les pluies sur des centaines de kilomètres. Dans plusieurs régions, ceci eut pour conséquence un surpâturage. Plus tard, des fonctionnaires coloniaux et des aides au développement creusèrent des puits et vaccinèrent le bétail, ce qui provoqua une extension ultérieure des troupeaux qui dépassaient largement la capacité des surfaces de pâturage. Aujourd'hui, l'exploitation des pâturages traditionnelle nomade n'est plus encouragée par aucun des États africains, car le nomadisme est considéré comme un obstacle à la modernisation. Les problèmes de la violation des frontières et de la contrebande, les difficultés de recensement des populations nomades ainsi que la menace (présumée ou réelle) des troupeaux nomades pour les populations sédentaires — et donc les troubles politiques — n'ont pas contribué à la popularité des nomades et de leur cause.

En outre, l'extension de monocultures dans des régions jusqu'ici boisées et l'exploitation commerciale des forêts bien au-delà de leur capacité de régénération ont eu des conséquences écologiques irrémédiables. Enfin, les guerres et les conflits territoriaux — provoqués surtout par la lutte de répartition des ressources en permanente diminution — ont mené à des migrations de peuples et à l'abandon de la tradition qui permettait aux populations de vivre en harmonie avec les ressources naturelles. Quelles que soient les raisons de la destruction de l'environnement, elles ont toujours eu les mêmes conséquences négatives pour les populations des régions concernées. Ce n'est que ces dernières années que l'on a pris conscience d'une de ces conséquences négatives : la régression de la diversité des espèces. »

Source : <http://www.cgiar.org/isnar/publications/books/sahel/french/chap1-6.html> (chapitre 6)

Pistes de réflexion

- Quels sont les éléments de déséquilibre engendrés par la colonisation ?
- Quelles sont les difficultés auxquelles sont soumis des nomades depuis la domination coloniale ?

2. Le choix du développement

2.1. Réflexion sur le développement proposée par un groupe scolaire parti en voyage au Burkina Faso

Il y aurait deux conceptions du développement :

- soit on postule que les populations du Sud doivent assimiler le mode de vie occidental, ce qui peut se traduire par l'image suivante : l'arbre représente la société. On coupe les racines de l'arbre et on plante un autre arbre ;
- soit, on part de ce qui existe (la tradition) tout en abandonnant les particularités désuètes et on incorpore des techniques occidentales qui permettent d'améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être. Ce qui peut se traduire par l'image suivante : on coupe certaines branches d'un arbre et on greffe de nouvelles tiges. Ce type de développement est essentiellement centré sur l'homme et sur le respect de sa culture.

Piste de réflexion

Pourquoi modifier des pratiques agricoles et coutumes qui ont fait leurs preuves ?



2.2. Modernisation importée et développement endogène

Modèle « modernisation importée » : premiers pas de la coopération au développement	Modèle « développement endogène » qui tend aujourd'hui à se généraliser
<ul style="list-style-type: none"> - investissements dans les secteurs de l'énergie, des industries, de l'agro-alimentaire, des infrastructures routières et portuaires, etc. : on vise ici un développement économique global à l'échelle d'un pays - la planification est réalisée essentiellement par des cadres étrangers au pays - la population du pays n'est pas vraiment consultée - les outils de production sont importés d'Occident - la gestion du projet est occidentale et ce n'est qu'au terme de la période de coopération qu'elle est confiée à des responsables locaux (gouvernement, coopérative etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - investissements destinés à améliorer le niveau de vie de la population locale et des couches les plus pauvres de la population - la planification est concertée - la population est acteur du projet et ses potentialités sont mises en valeur - les techniques locales ne sont pas écartées et la modernisation est progressivement intégrée - les promoteurs du projet épaulent leurs homologues locaux dans la gestion sur une plus longue durée

Pistes de réflexion

- a. Comment feriez-vous pour rendre la population locale acteur d'un projet de développement ?
- b. Quel type de contribution une ONG de développement peut-elle apporter pour pallier les difficultés liées à l'exploitation d'un site en territoire sahélien ?
- c. Identifiez des actions précises qui permettraient de mieux mettre en valeur l'exploitation de l'environnement au Sahel.

2.3. Les fondements de la démarche Iles de Paix

Iles de Paix est un acteur de développement endogène. Il a comme fondement :

- un appui technique et institutionnel visant à renforcer la sécurité alimentaire et la valorisation des ressources naturelles ;
- un renforcement des compétences et de la capacité des populations à s'organiser en tant qu'acteurs de développement ;
- une sensibilisation des populations du Nord aux réalités des pays pauvres sur la base des expériences menées dans les Iles de Paix.



Iles de Paix suscite, encourage et appuie une dynamique locale de développement latente ou exprimée, dont les communautés sont elles-mêmes porteuses.

Ces communautés deviennent instigatrices et responsables de leurs projets. Elles en sont le moteur et en assurent la direction. Elles participent et influencent la prise de décision, depuis la sélection des objectifs et des stratégies jusqu'à la mise en œuvre des actions retenues, de la planification à l'exécution des actions mais aussi au suivi et à l'évaluation de ces actions.

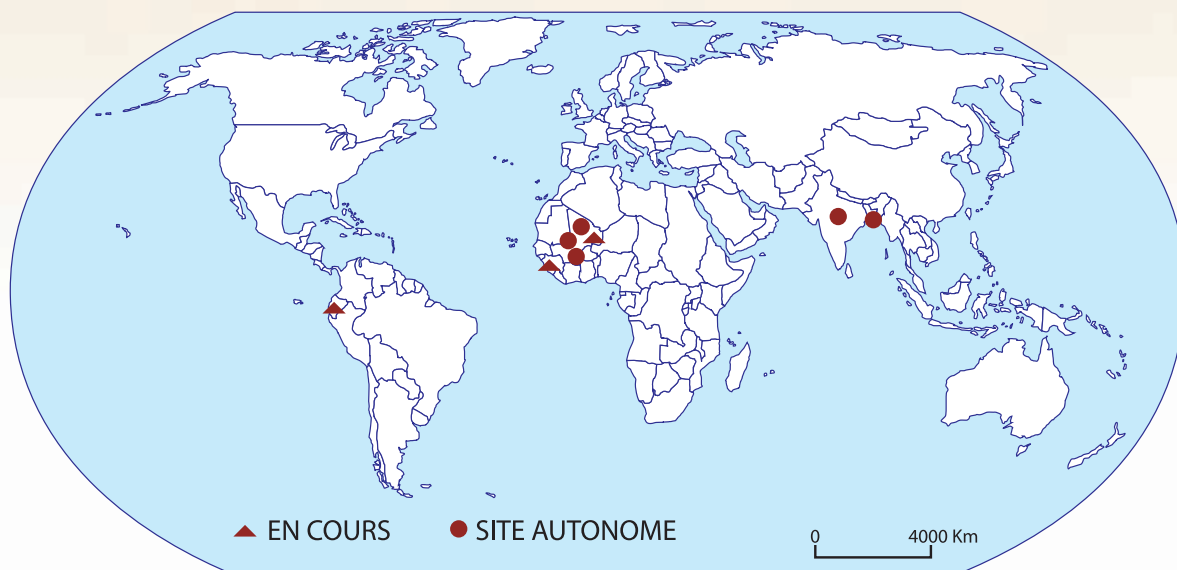
Pour Dominique Pire, fondateur d'Iles de Paix en 1962, la charité n'est pas une solution, si ce n'est pour répondre à l'urgence d'un moment. Or, ce qu'il cherche, c'est bâtir pour le long terme. Cela implique que les populations confrontées à des difficultés apparemment insurmontables reprennent espoir et trouvent la volonté et les moyens de prendre en main leur destin.

Ce processus de développement demande que l'on donne du temps au temps : il suppose en effet une mutation des comportements, des habitudes, des pratiques. Mutation amenant une population « à avoir conscience de pouvoir améliorer son sort, à vouloir l'améliorer et à réaliser elle-même cette amélioration. »

D'un point de vue pratique, cette démarche se concrétise sur une zone relativement limitée : l'île de Paix. Il s'agit de concentrer l'effort pour parvenir aussi tôt que possible à des résultats tangibles, afin d'induire un effet d'entraînement (« tache d'huile ») qui viendra renforcer et élargir l'action entreprise. Cet espace où renaît l'espoir est un signal adressé à toute une région.

¹ Sur simple demande, les animateurs d'Iles de Paix présentent en classe des animations qui permettent de développer ces questions.

LES ILES DE PAIX DANS LE MONDE



Sites autonomes	Sites en cours
<ol style="list-style-type: none"> 1. Gohira (Bangladesh) 2. Kalakad (Inde) 3. Tombouctou (Mali) 4. Yalogo (Burkina Faso) 5. Bolama (Guinée-Bissau) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Equateur 2. Burkina Faso 3. Mali



Chapitre VIII : l'action d'Iles de Paix au Burkina

1. Préserver les ressources naturelles



1.1. La gestion optimale de l'eau

« Notre premier problème, c'est l'eau. Notre deuxième problème, c'est l'eau. Et notre troisième problème, c'est encore l'eau ! », a dit un jour le Président d'un pays d'Afrique de l'Ouest.

Le ministre burkinabé de l'agriculture, Salif Diallo : « Nous avons 9 milliards de mètres cubes d'eau de surface qui ne sont même pas exploités au dixième. »

Les mares, les bassins, les cours d'eau doivent être répertoriés et étudiés pour une production durable. Si 25 000 ha sont actuellement irrigués, le potentiel d'irrigation est estimé à 160 000 ha.

A Yamba, le lac de barrage de Sougoudou recueille les eaux de ruissellement d'un bassin versant d'une quarantaine de km².

D'une capacité de 285 000 m³, ce barrage permet l'abreuvement de 2 500 têtes de bétail. Il accueille en aval des périmètres maraîchers (alimentés par des puits) et en amont des cultures de décrue.

L'irrigation et un meilleur stockage de l'eau (construction de digues étanches, mares approfondies ou bouls, plantations, etc.) redonnent l'espoir.





1.2. Précieux cordons pierreux

En région sahélienne ou soudano-sahélienne, la saison humide, très courte, et les pluies très violentes arrachent et emportent la bonne terre de culture.

Pour empêcher cela, on peut installer des cordons ou lignes de pierres qui freinent la course des eaux de ruissellement et les empêchent d'emporter avec elles la terre cultivable et les éléments organiques qu'elle contient. Les cordons protègent donc les sols en permettant à nouveau la formation d'humus et favorisent la repousse des végétaux là où, souvent, il n'y avait plus qu'un sol à nu.

Les cordons favorisent aussi l'infiltration des eaux dans le sol et ainsi, le renouvellement des nappes souterraines où l'on pourra s'approvisionner grâce à des puits ou des forages. Cette technique traditionnelle est utilisée par l'île de Paix dans chacune de ses interventions au Burkina Faso. Dans l'île de Paix de Yalogo, aujourd'hui autonome, 1 000 ha de cultures ont ainsi été durablement protégés.





Cordons pierreux entourant un champ.

1.3. A propos du type d'agriculture

La grande majorité des superficies restent cultivées de manière traditionnelle (les cultures industrielles dites coloniales n'occupent que 5 % des superficies cultivées). Cette agriculture extensive dévore de l'espace : la consommation des terres est rigoureusement proportionnelle au nombre d'habitants. Et, chez les peuples pasteurs, le poids du bétail s'ajoute à celui de l'homme !

De plus, les sols africains sont fragiles, sensibles au moindre facteur d'altération (pluies, vents, cultures, etc.). Si on les exploite mal, c'est-à-dire surtout sans leur restituer ce qu'on leur prend (le peu de matière organique qu'ils possèdent) ou sans s'arrêter à un stade qui leur permettrait de se reconstituer naturellement dans des délais acceptables, on a créé un point de désertification.

Pour l'île de Paix, diminuer la pression sur la terre en la rendant plus productive est une nécessité primordiale. C'est pourquoi des efforts sont faits pour faciliter l'accès aux intrants, engrais et semences de qualité, et favoriser les activités de compostage et d'irrigation.





Le maraichage.

1.4. Réconcilier agriculteurs et éleveurs

Au Burkina Faso, les troupeaux en liberté dévastent les jeunes plantations, les cultures et les potagers. Cette situation met en lumière l'apparente compétition entre l'agriculture et l'élevage, deux secteurs qui devraient être complémentaires.

Il est possible de diminuer la pression du bétail sur les aménagements cultivés par l'enfermement des animaux dans des enclos adaptés, où ils sont nourris de fourrages ou de résidus de récoltes.

A Yamba, Iles de Paix soutient tout un programme portant sur la production de fourrage et sa conservation dans des fenils construits en matériaux traditionnels (banco).

De même, pour éviter la pression du bétail venant s'abreuver au lac de Sougoudou sur les cultures environnantes, les parcours des troupeaux ont été étudiés et, après concertation entre éleveurs et paysans, des couloirs d'accès au lac ont été tracés et balisés à la peinture.

A Yalogo, pour éviter le passage des troupeaux dans les espaces de culture entourant le lac, cinq boulis ont été conçus dans les alentours. Le bouli est une sorte de mare approfondie creusée à proximité d'un marigot et qui se remplit quand celui-ci est en crue, via un bassin de décantation. Cette technique traditionnelle au Burkina Faso présente l'avantage de capter une eau peu chargée en sédiments et donc d'éviter un comblement de l'ouvrage.

Le recours au bouli, dans plusieurs terroirs soutenus par Iles de Paix, est plus généralement une manière, relativement peu coûteuse, de mettre en valeur un bas-fond où il n'est pas possible d'aménager un barrage.

A titre d'exemple, un bouli de 60 mètres de diamètre et d'une profondeur moyenne de 6, 5 mètres a une capacité de 11 700 m³, de quoi abreuver 1 500 bêtes durant six mois et demi.



Bouli.



2. Diversifier les cultures



2.1. La culture du riz

Au Burkina Faso, les paysans mangent surtout le tô (préparation à base de mil cuit à l'eau).

Cette mixture tient au corps et donne le sentiment de « ventre plein ».

Si nombre de paysans pratiquent la culture du riz pluvial, cette céréale ne détrône pas le tô en tant que repas traditionnel. Le riz se consomme plutôt à l'occasion de fêtes et est, en cas de récoltes abondantes, une culture de rente.

Comme à Yalogo, où il est cultivé sur 200 hectares, irrigués à partir du lac.

A Yamba, la culture du riz est en nette reprise après avoir été quelque peu délaissée, en raison de pluies insuffisantes. Elle se pratique dans des bas-fonds qui ont bénéficié d'un aménagement dit sommaire : débroussaillage du terrain, planage, installation de diguettes de retenue d'eau et de parcelles individuelles de culture.

C'est un groupe de femmes du village de Moalo qui a initié ce retour au riz. Leur première saison d'exploitation leur avait permis d'atteindre un rendement de six tonnes à l'hectare alors qu'il culmine généralement à 2 tonnes pour le riz pluvial.

Cette réussite a fait des émules et les sites rizicoles se multiplient actuellement sur le territoire de Yamba.



2.2. Les cultures maraîchères

Iles de Paix encourage le développement de cultures de légumes toute l'année, comme l'oignon, le concombre, le chou ou la tomate. Des appuis sont apportés à des groupes de producteurs qui peuvent aménager et clôturer des espaces de culture et y amener l'eau (par des puits ou des forages).

Des formations techniques leur sont en outre prodiguées. Le maraîchage se pratique aussi en contre-saison, sur les périmètres de cultures traditionnelles.

Les maraîchers peuvent proposer leurs primeurs sur les marchés locaux. Hors saison, celles-ci se vendent à très bon prix. Et puis, les légumes viennent à point pour varier les menus lorsque la saison sèche s'éternise.



Récolte du riz au Moade.

3. Appuyer les dynamiques locales

3.1. Promotion d'initiatives à caractère économique

En dehors du secteur agricole, de nombreuses initiatives économiques sont soutenues par Iles de Paix. A Yamba et Diapangou, par exemple, un groupe d'apiculteurs a pu se professionnaliser et augmenter notablement sa production : formation technique et appui-conseil, acquisition d'équipements modernes.

Dans l'ensemble des partenariats, sont encouragées des activités de transformation et de valorisation des productions agricoles : meunerie villageoise, séchage de tomates ou de mangues, production de bière de sorgho, élaboration et commercialisation de pâte d'arachide, etc.



3.2. Développement de la microfinance

La microfinance (crédit et épargne) s'adresse à des populations pauvres qui présentent peu d'intérêt pour les institutions financières locales. En la matière, l'Iles de Paix s'attache surtout à la création de fonds de crédit destinés à l'encouragement de petites activités féminines : artisanat et commerce. Ces fonds rotatifs (ils se renouvellent au fur et à mesure des remboursements) sont gérés par des groupements de femmes. Les taux de remboursement sont remarquablement élevés, proches de 100 %.

Par ailleurs, l'Iles de Paix encourage la prise en compte des populations paysannes par les institutions locales d'épargne et de crédit, ces populations sont négligées à tort et qui ont besoin, pour développer leurs activités, d'apports financiers permettant l'investissement.

3.3. Des investissements structurants

Ces investissements n'ont pas une vocation directement économique, mais ils renforcent néanmoins, de manière indirecte, le tissu économique et social d'une région.

De gros efforts sont ainsi consentis pour améliorer les infrastructures scolaires (écoles et logements pour enseignants), les équipements de santé (dispensaires), les voies de communication (pistes rurales), l'accès à l'eau (important programme d'hydraulique villageoise portant sur l'aménagement de puits ou de forages), etc.

Beaucoup de ces actions sont menées en partenariat avec les communes, auxquelles la décentralisation confère désormais la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des plans locaux de développement économique et social.



Microcrédit.

Pistes de réflexion

Dressez un tableau en trois colonnes. Dans la première colonne, indiquez les actions d'Iles de Paix. Dans la deuxième colonne, résumez leurs principes et dans la troisième colonne, leurs effets.



Conclusion

Le Burkina Faso est un pays pauvre.

En raison de son enclavement au cœur de l'Afrique de l'Ouest, ses richesses minières potentielles ne sont pas encore mises en valeur. Alors, c'est un pays qui, comme beaucoup d'autres en Afrique, demeure très fortement tributaire de l'agriculture.

Mais, dans le secteur agricole, les défis sont légion.

Par la pression démographique grandissante, les terres sont de plus en plus exploitées. Par manque de moyens, les exploitants n'utilisent pas suffisamment d'engrais et de produits phytosanitaires...

Et puis, la ressource la plus rare est l'eau, si nécessaire aux cultures.

La gestion de l'eau de pluie est une des clefs du futur de l'agriculture burkinabé.

L'État et les ONG qui oeuvrent dans le pays ont misé sur la construction de grandes retenues d'eau qui permettent d'irriguer les cultures, d'accoutumer les paysans au riz et aux oignons afin de compléter leur régime alimentaire, mais surtout de cultiver toute l'année au lieu de seulement trois à quatre mois par an.

Des petits projets sont essentiels, comme par exemple des petites digues dans des bas fonds, qui restent à la portée des paysans, moyennant un encadrement technique peu coûteux.

La poursuite de la lutte contre la désertification reste tout aussi primordiale. Les régions sahéliennes sont par essence soumises au caractère capricieux des précipitations. La plantation de rideaux d'arbres, l'édification de cordons pierreux sont autant de solutions qu'il convient de mettre en œuvre.

Fixer les habitants dans leur village est un autre défi. Comment, au cœur de ce 21^e siècle, faire en sorte que les jeunes résistent au chant des sirènes de la grande ville ou de l'Occident ? La solution passe non seulement par la sécurité alimentaire, mais encore par l'accès des campagnes à la modernité : de meilleures routes, des écoles, des dispensaires, des télécommunications, etc.

L'État burkinabé a alors pensé à « l'or blanc », le coton. Les paysans ont rapidement déchanté en raison de la concurrence acharnée entre les pays producteurs du monde entier ! L'offre de coton est explosive et par conséquent, les prix de vente se rapprochent des prix de revient. Les bénéfices sont donc moindres. Les pays qui se disent champions du libre-échange perturbent le marché car ils aident leurs propres cotonniers en leur donnant des subventions ou des aides directes au revenu ! La mondialisation n'est donc pas une bonne affaire pour tous les pays de l'Afrique de l'Ouest.

En attendant des jours meilleurs dans le domaine du commerce international, de nombreuses ONG ont choisi de développer les campagnes par des projets concrets, à la portée des paysans. C'est à ce niveau qu'intervient l'les de Paix, aux côtés des populations prêtes à se mobiliser pour améliorer leurs conditions d'existence et faire accomplir à leur région des progrès durables. La sécurité alimentaire est au cœur de leur action et passe par une protection et une revalorisation des sols, une meilleure gestion des maigres ressources en eau, l'introduction de modes d'exploitation mieux adaptés et la formation technique et professionnelle des populations partenaires. Il est à noter que la diversification des sources de revenus par un développement d'activités parallèles d'artisanat ou de commerce constitue aussi un moyen de garantir une meilleure sécurité alimentaire. Les bénéfices tirés de ces activités permettent en effet d'acheter sur le marché les vivres que l'on n'a pu produire soi-même.

Le Burkina Faso est un pays pauvre mais des initiatives existent et sont mises en place pour améliorer de manière durable cette situation. Il ne tient qu'à nous de les encourager et de les soutenir !



Table des matières

Chapitre I : Zoom sur les représentations de l'Afrique et du Burkina Faso.....	3
Chapitre II : Paroles et tranches de vies burkinabées.....	4
1. Extraits choisis.....	4
2. Les débuts de l'intervention d'Iles de Paix à Yamba.....	6
Chapitre III : construction d'une carte d'identité du Burkina Faso.....	8
1. Observations cartographiques.....	8
2. Documents cartographiques.....	11
Chapitre IV : Climats du Burkina Faso.....	17
1. Stations climatiques au Burkina Faso (précipitations-températures).....	17
2. Analyse des climats.....	17
3. Un pays sahélien.....	18
4. Un pays enclavé.....	18
5. Eléments d'explication du climat du Burkina Faso.....	18
6. L'aridité au Burkina Faso.....	20
7. La désertification.....	21
Chapitre V : Géographie économique à l'échelle du pays.....	24
1. Comparaison avec d'autres pays.....	24
2. Structure du PIB (produit intérieur brut) - Estimations (2001-2004).....	24
3. Les partenaires commerciaux du Burkina Faso.....	25
4. Les principaux produits d'exportation du Burkina Faso.....	26
5. Observations et réflexions sur la structure de l'économie du Burkina Faso.....	26
Chapitre VI : Géographie du développement à l'échelle du pays.....	36
1. La répartition du revenu national.....	36
2. Le phénomène migratoire au Burkina Faso.....	36
3. La pauvreté au Burkina Faso.....	39
Chapitre VII : Le poids de l'histoire et le choix du développement.....	41
1. La théorie historique du sous-développement.....	41
2. Le choix du développement.....	42
Chapitre VIII : L'action d'Iles de Paix au Burkina.....	45
1. Préserver les ressources naturelles.....	45
2. Diversifier les cultures.....	49
3. Appuyer les dynamiques locales.....	50
Conclusion.....	52



Avec le soutien de



Iles de Paix

Rue du Marché, 37
4500 Huy

RPM : 408.908.151
Tél. 085 23 02 54

www.ilesdepaix.org
info@ilesdepaix.org

Dépôt légal : D2006/3350/79

